



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 29 du 30 septembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 30 septembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1216
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	1216
BUREAU DES ACTIONS LOCALES ET AFFAIRES INTERMINISTÉRIELLES.....	1216
Arrêté du 25 août 2011 portant règlement du budget primitif 2011 du Syndicat intercommunal d'entretien de la Vallée de la Vezouze.....	1216
Arrêté du 21 septembre 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de Moyen.....	1216
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1217
RELATION AVEC LES TERRITOIRES.....	1217
Arrêté du 14 septembre 2011 portant modification des statuts de la communauté de communes du Massif de Haye.....	1217
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1217
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1217
Bureau des usagers de la route.....	1217
Arrêté du 14 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 9 août 2011 portant agrément à BCA SERVICES, 2 rue Henri Bergson à ASNIERES (92665) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-28.....	1217
Arrêté du 19 septembre 2011 relatif à la session 2012 du certificat de capacité professionnelle de taxi.....	1218
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1218
Bureau des affaires budgétaires et financières.....	1218
Arrêté du 27 septembre 2011 portant création d'une régie de police municipale à JOEUF.....	1218
Arrêté du 27 septembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de JOEUF.....	1219
Arrêté du 27 septembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléants pour l'encaissement des amendes de police municipale de BAYON.....	1219
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1220
Arrêté interpréfectoral (Moselle/Meurthe-et-Moselle) n° 2011-DCTAJ/1-040 du 4 août 2011 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette.....	1220
Arrêté interpréfectoral du 31 août 2011 autorisant le retrait de la commune de Landres du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt.....	1220
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 1er septembre 2011 autorisant l'adhésion de la commune de Landres au syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes (SICOM de Piennes) ainsi que la modification des statuts du syndicat.....	1221
Arrêté interpréfectoral (Moselle/Meuse/Meurthe-et-Moselle) n° 2011-DCTAJ/1-045 du 5 septembre 2011 portant extension du périmètre du Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle.....	1222
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 15 septembre 2011 autorisant l'adhésion des communes de Petit-Faille et de Villers-le-Rond au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers (SIAC) et modifiant l'article 3 des statuts.....	1222
Bureau des procédures environnementales.....	1223
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) n° 2011-1865 du 8 septembre 2011 portant autorisation de pénétrer dans certaines propriétés privées pour y exécuter un diagnostic de terrain nécessaire à la réalisation d'une étude préalablement à l'extension de la compétence "cours d'eau" de la communauté de communes du Pays d'Etain.....	1223
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) n° 2011-1926 du 15 septembre 2011 portant actualisation de l'autorisation reconnue au titre de l'article L214-6 du code de l'environnement concernant le barrage réservoir « Madine ».....	1224
Arrêté n° 54-2011- 27 – NAV du 23 septembre 2011 autorisant, au titre du code de l'environnement, le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle à réaliser des travaux de confortement sur le pont de la RD 116 à Rosières-aux-Salines.....	1228
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS.....	1230
Bureau de l'interministérielle.....	1230
Arrêté du 2 septembre 2011 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle.....	1230
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 septembre 2011.....	1230
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1230
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1230
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1230
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-080 en date du 21 septembre 2011 - Modificatif de l'arrêté N° M-54-073 du 9 septembre 2011 et N° 078 du 21 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation de chaussée sur A31 du PR 253,000 au PR 249,500.....	1230
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1233
DIRECTION GENERALE.....	1233
Arrêté DGARS N° 275/2011 en date du 26 juillet 2011 fixant le calendrier prévisionnel des appels à projets médico-sociaux de compétence exclusive du directeur général de santé tel que prévu à l'article L 313-4 du CSF.....	1233
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1234
Cellule prévention et promotion de la santé.....	1234
Décision ARS-DT54/2011/89 du 1er août 2011 fixant pour l'année 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), géré par l'association Alpha-santé à Hayange - N° FINESS : 54 001 2275.....	1234
Décision ARS-DT54/2011/90 du 4 août 2011 modifiant pour l'année 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), géré par le CHU de Nancy - N° FINESS : 54 000 533 7.....	1234
Décision ARS-DT54/2011/91 du 1er août 2011 fixant pour l'année 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : « Lits halte soins santé (LHSS) », gérés par l'association accueil et réinsertion sociale (A.R.S.) - N° FINESS : 54 001 6938.....	1235
Etablissements de santé.....	1236
Arrêté ARS-DT 54 N° 121/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1236
Arrêté ARS-DT 54 N° 122/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1237
Arrêté ARS-DT 54 N° 123/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1237
Arrêté ARS-DT 54 N° 124/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1238
Arrêté ARS-DT 54 N° 125/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1239
Arrêté ARS-DT 54 N° 126/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1239
Arrêté ARS-DT 54 N° 127/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à Vandœuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1240
Arrêté ARS-DT 54 N° 128/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1241
Arrêté ARS-DT 54 N° 129/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1241
Arrêté ARS-DT 54 N° 130/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1242
Arrêté ARS-DT 54 N° 131/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1243

Arrêté ARS-DT 54 N° 132/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1243
Arrêté N° 346/2011 en date du 16 septembre 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - Département de la Meurthe-et-Moselle.....	1244
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1245
Arrêté n° 2011-309 du 23 août 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1245
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1247
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1247
Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 5 septembre 2011 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité.....	1247
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	1248
Décision du 20 septembre 2011 portant fermeture définitive d'un débit de tabac à Auboué.....	1248
DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE.....	1248
TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY.....	1248
Recours N° 06-015 NC 54 - Désistement de la requête enregistrée le 24 mai 2006 sous le n° 06-015 NC 54 présentée par l'Association de gestion de la Maison de retraite Notre-Dame du Bon Repos de Maxéville contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 26 avril 2006 fixant la dotation globale et le forfait journalier de soins applicable pour 2006 à cet EHPAD.....	1248
Contentieux n° 09-031 NC 54 - Association HOSPITALOR contre président du conseil général de Meurthe-et-Moselle (arrêté du 29 mai 2009) E.H.P.A.D. Les Lilas à Jarmy.....	1249
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1250
Décision DREAL 2011 - 43 du 22 septembre 2011 accordant subdélégation de signature pour les actes d'ordonnateur secondaire	1250
RECTORAT.....	1251
SECRETARIAT GENERAL.....	1251
Service des affaires juridiques et contentieuses.....	1251
Arrêté de délégation Rectorale de signature du 28 septembre 2011 à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle.....	1251
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1252
Décision du 29 août 2011 portant délégation de signature à Mme Evelynne MICHEL, déléguée départementale de l'action sociale du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat.....	1252
Décision du 29 août 2011 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire.....	1252
SIV - Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - Arrêté de délégation de signature du 29 août 2011.....	1253
Décision de délégation de signature du 2 septembre 2011.....	1253
Arrêté du 5 septembre 2011 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation.....	1256
Arrêté du 5 septembre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise NOITON, administrateur des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	1256
Arrêté de conservation cadastrale du 16 septembre 2011.....	1257
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1258
SECRETARIAT GENERAL.....	1258
Arrêté n° 2011/DDT/SG/009 du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	1258
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1260
Arrêté DDT/AFC/Association Foncière/2011/342, du 13 septembre 2011, portant dissolution de l'association foncière de Millery.....	1260
Arrêté DDT/AFC/Association Foncière/2011/347, du 12 septembre 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de Saint-Julien-les-Gorze.....	1260
Décision DDT54/AFC/n° 357, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Norroy-le-Sec - Mairy-Mainville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3263.....	1261
Décision DDT54/AFC/n° 358, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clémery - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3267.....	1261
Décision DDT54/AFC/n° 359, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Avril - Trieux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3268.....	1262
Décision DDT54/AFC/n° 360, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landecourt - Einvaux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3271.....	1262
Arrêté DDT/AFC/Association Foncière/2011/364, du 20 septembre 2011, portant dissolution de l'association foncière de Flavigny.....	1263
Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/350, du 12 septembre 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de CHAMBLEY BUSSIÈRES.....	1264
Arrêté préfectoral n° 2011/DDT54/AFC/368 du 22 septembre 2011 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2011 jusqu'au 30 septembre 2012.....	1264
Aménagement foncier.....	1266
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/351 du 12 septembre 2011 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Pettonville.....	1266
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/352 du 12 septembre 2011 portant modification des limites territoriales entre Pettonville et Reclonville.....	1267
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/353 du 20 septembre 2011 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Bonviller et de Bienville-la Petite.....	1267
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/351 du 20 septembre 2011 portant modification des limites territoriales entre Bonviller, Bienville-la-Petite, Crion, Einville-au-Jard et Sionviller.....	1268
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1269
Arrêté N° B54-2011-002 du 20 juillet 2011 portant autorisation de transport, naturalisation et exposition d'espèces animales non domestiques.....	1269
Arrêté N° B54-2011-003 du 16 septembre 2011 portant autorisation de transport, naturalisation et exposition d'espèces animales non domestiques.....	1269
Arrêté N° B54-2011-004 du 16 septembre 2011 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques.....	1270
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1271
SOLIDARITE - INSERTION.....	1271
Arrêté n° DDCS/SI/2011-119 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1271
Arrêté n° DDCS/SI/2011-120 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1271
Arrêté n° DDCS/SI/2011-121 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1272
Arrêté n° DDCS/SI/2011-122 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1272
Arrêté n° DDCS/SI/2011-123 du 6 septembre 2011 complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle.....	1273
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE.....	1274
Arrêté du 7 septembre 2011 portant subdélégation de signature.....	1274
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST.....	1275
AFFAIRES JURIDIQUES.....	1275
Arrêté du 19 septembre 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique.....	1275
AUTRES SERVICES.....	1275

RESEAU FERRE DE FRANCE.....	1275
Décision du 18 juillet 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à LONGUYON - Réf. RFF : 20110217 - Gestionnaire : NEXITY	
Agence NSPM/Strasbourg.....	1275
Décision du 5 septembre 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à LONGUYON - Réf. RFF : 20110264 - Gestionnaire :	
NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1276
Décision du 5 septembre 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à VALLEROY - Réf. RFF : 20110265 - Gestionnaire :	
NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1276
Décision du 22 septembre 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à BACCARAT - Réf. RFF : 20110295 - Gestionnaire :	
NEXITY Agence NSPM/Strasbourg.....	1277
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1277
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1277
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1277
UNITE AFFAIRES JURIDIQUES.....	1277
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45245 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'ESSEY-LES-NANCY.....	1277
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55124 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SEXEY-LES-BOIS.....	1277
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55250 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de COLOMBEY-LES-BELLES.....	1278
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55409 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ART-SUR-MEURTHE.....	1278
NANCY UNIVERSITE.....	1278
UNIVERSITE NANCY HENRI POINCARÉ – NANCY I.....	1278
Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation.....	1278
Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE.....	1278
UNIVERSITE NANCY II.....	1279
Avis de recrutement d'un adjoint administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur par la voie d'un contrat PACTE.....	1279
Avis de recrutement externe d'un travailleur handicapé adjoint administratif de 2ème classe de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.....	1280
AUTRES SERVICES.....	1280
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU.....	1280
Avis de concours interne sur titres du 12 septembre 2011 en vue du recrutement de 6 infirmiers cadres de santé.....	1280
CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL.....	1281
Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 15 septembre 2011 pour le recrutement de préparateur en pharmacie hospitalière.....	1281
Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 15 septembre 2011 pour le recrutement de cadres de santé.....	1281
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	1281
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1281
Avis de concours sur titres du 26 septembre 2011 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction de peintre en bâtiment.....	1281

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE****BUREAU DES ACTIONS LOCALES ET AFFAIRES INTERMINISTÉRIELLES****Arrêté du 25 août 2011 portant règlement du budget primitif 2011 du Syndicat intercommunal d'entretien de la Vallée de la Vezouze**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 1612-2, L.1612-4, L.1612-8, L.1612-19, L. 1620, R.1612-8 à R.1612-18;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes effectuée le 17 juin 2011 en application des dispositions de l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales, sur le défaut d'adoption du budget primitif 2011 du syndicat intercommunal d'entretien de la vallée de la Vezouze ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 25 juillet 2011 proposant de régler et de rendre exécutoire ce budget ;

CONSIDÉRANT qu'il y n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le budget primitif 2011 du syndicat intercommunal d'entretien de la vallée de la Vezouze est arrêté :

- Pour la section de fonctionnement, à la somme de 1 987 € en dépenses et 1 987 € en recettes ;

- Pour la section d'investissement, à la somme de 5 219 € en dépenses et 10 556 € en recettes.

Les dépenses et recettes des deux sections sont réparties entre les différents chapitres et comptes comme suit :

Section de fonctionnement - Dépenses		
Chapitre 011	Charges à caractère général	1 257
Chapitre 012	Charges à caractère de personnel	670
Compte 65	Autres charges de gestion courante	60
Total des dépenses de fonctionnement		1 987
Section de fonctionnement - Recettes		
Compte 74	Dotations, subventions, participations	1 679
R001	Résultat reporté	308
Total des recettes de fonctionnement		1 987

Section d'investissement - Dépenses		
Compte 23	Immobilisations en cours	2 248
Compte 16	Emprunts et dettes assimilées	2 971
Total des dépenses d'investissement		5 219
Section d'investissement - Recettes		
R 001	Solde d'exécution positif reporté	10 556
Total des recettes d'investissement		10 556

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat intercommunal d'entretien de la vallée de la Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 août 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 21 septembre 2011 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de Moyen

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 08/09/2011 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 août 1994 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de MOYEN .

VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 2002 autorisant le retrait de la commune de VATHIMENIL .

VU l'arrêté préfectoral du 1er mars 2005 modifiant l'article 6 des statuts concernant les fonctions de receveur du syndicat ;

VU la délibération du 24 juin 2011 par laquelle le comité du syndicat intercommunal scolaire de MOYEN a décidé de modifier ses statuts ;

VU la lettre de consultation des communes membres du 8 juillet 2011 ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :
- MOYEN en date du 2 septembre 2011,
- VALLOIS en date du 29 juillet 2011,
approuvant la modification des statuts ;
CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de Moyen annexés au présent arrêté sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire de Moyen sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SOUS-PREFECTURE DE TOUL**RELATION AVEC LES TERRITOIRES****Arrêté du 14 septembre 2011 portant modification des statuts de la communauté de communes du Massif de Haye**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.109 du 8 septembre 2011 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Massif de Haye ;
VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Massif de Haye du 30 mai 2011 relative à l'extension des compétences de l'établissement ;
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 12 janvier 2011 ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de Sexey-les-Bois (17 juin 2011) et Velaine-en-Haye (8 juillet 2011) ;
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois des communes d'Aingeray et Gondreville vaut avis favorable ;
CONSIDERANT qu'au terme de la consultation, la majorité qualifiée définie par l'article L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Les compétences de la communauté de communes du Massif de Haye sont étendues à la compétence « animation » telle que définie : mise en place d'une animation dans le cadre des Nancy Jazz Pulsations.

Article 2 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Massif de Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 14 septembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**

Bureau des usagers de la route

Arrêté du 14 septembre 2011 modifiant l'arrêté du 9 août 2011 portant agrément à BCA SERVICES, 2 rue Henri Bergson à ASNIERES (92665) en tant que centre de récupération de points - Agrément 54-28

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ;
VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;
VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;
VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Serge BROUSSEAU, représentant de l'établissement, BCA SERVICES ;
VU l'avis émis en date du 5 juillet 2011 par le comité départemental de la sécurité routière ;
VU l'arrêté préfectoral du 09 août 2011 portant agrément du centre de récupération de points BCA SERVICES sous le numéro 54-27 ;
CONSIDERANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 9 août 2011 est modifié comme suit :

« BCA SERVICES, située 2 rue Henri Bergson à ASNIERES (92665), représentée par M. Serge BROUSSEAU, est agréée pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractionnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -28; »

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise à :

- au directeur départemental de l'équipement et des Territoires (délégué à l'éducation routière)

- Madame le maire de HOUEMONT

- Monsieur Serge BROUSSEAU

Nancy, le 14 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

Arrêté du 19 septembre 2011 relatif à la session 2012 du certificat de capacité professionnelle de taxi

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports,

VU le décret n° 95-935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxis,

VU l'arrêté ministériel du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : La session 2012 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi est organisée en Meurthe-et-Moselle comme suit :

Les demandes d'inscription à l'intégralité des unités de valeur du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, ou à certaines d'entre elles, doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) au plus tard, le mardi 14 août 2012.

L'épreuve d'admissibilité comportant l'unité de valeur (UV) 1, l'UV 2 et l'UV 3 se déroulera le lundi 15 octobre 2012.

L'épreuve d'admission comportant l'UV 4, de portée locale, aura lieu à partir du lundi 26 novembre 2012.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
*Bureau des affaires budgétaires et financière***Arrêté du 27 septembre 2011 portant création d'une régie de police municipale à JOEUF**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment ses articles L 2212-5 et 2212-10,

VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,

VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,

VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

VU la demande en date du 2 septembre 2011 du maire de JOEUF sollicitant la création d'une régie de recettes d'Etat pour l'encaissement du produit des amendes forfaitaire de police municipale

VU l'avis de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : Une régie de recettes de l'Etat est créée auprès de la police municipale de JOEUF pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation routière, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités locales et le produit des consignations prévu par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur titulaire, responsable de la police municipale, peut être assisté dans ses fonctions par des agents de police municipale ou autres agents désignés comme suppléant ou mandataire.

Article 3 : Le régisseur titulaire encaisse et verse les fonds à la trésorerie de BRIEY-JOEUF.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de BRIEY, le maire de la commune de JOEUF et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 27 septembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléant pour l'encaissement des amendes de police municipale de JOEUF

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,
VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
VU la lettre en date du 2 septembre 2011, par laquelle le maire JOEUF a sollicité la création d'une régie de recettes d'Etat pour l'encaissement du produit des amendes de police municipale et a proposé la nomination de M. Fabrice QUQU, garde-champêtre assermenté, en qualité de régisseur titulaire, et de Mme Peggy BINANZER, attachée territoriale à la mairie de JOEUF, en qualité de régisseur suppléant,
VU l'avis de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
VU l'arrêté préfectoral de ce jour portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de JOEUF,
SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : M. Fabrice QUQU, garde-champêtre assermenté, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat de JOEUF pour percevoir le produit des amendes de police municipale, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

Article 2 : M. Fabrice QUQU encaisse et verse les fonds à la trésorerie de BRIEY-JOEUF.

Article 3 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 4 : Mme Peggy BINANZER, attachée territoriale à la mairie de JOEUF, est nommée en qualité de régisseur suppléant de M. Fabrice QUQU.

Article 5 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 6 : Les autres policiers municipaux, le cas échéant, sont désignés mandataires.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, le maire de JOEUF, et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs concernés par le maire de la commune de JOEUF. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 27 septembre 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléants pour l'encaissement des amendes de police municipale de BAYON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,
VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,
VU le décret 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,
VU le décret 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,
VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2008 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de BAYON,
VU l'arrêté du 4 octobre 2010 nommant Mme Pascale BELLAY, brigadier de police municipale, en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat de BAYON, et de Mme Agnès MATHIEU, en qualité de régisseur suppléant, pour percevoir le produit des amendes de police municipale,
VU la lettre du 23 août 2011, par laquelle le maire de BAYON propose la nomination de Melle Emilie WILHEM, attachée territoriale, en qualité de régisseur suppléant, auprès de Mme Pascale BELLEY, régisseur titulaire, et Mme Agnès M, régisseur suppléant,
VU l'avis de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 4 octobre 2011, portant nomination des régisseurs titulaire et suppléant de la régie d'Etat de police municipale de BAYON est abrogé.

Article 2 : Mme Pascale BELLAY, brigadier de police municipale de BAYON, est nommée en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune de BAYON en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

Article 3 : Mme Pascale BELLAY encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de Bayon-Blainville.

Article 4 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 5 : Mme Agnès MATHIEU, adjoint administratif et Melle Emilie WILHEM, attachée territoriale, à la mairie de BAYON sont nommées en qualité de régisseurs suppléants de Mme Pascale BELLAY.

Article 6 : Les régisseurs suppléants ne sont pas habilités à dresser procès-verbal compte tenu de leur fonction administrative au sein de la commune.

Article 7 : Les autres policiers municipaux sont désignés mandataires.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, le maire de BAYON, et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté interpréfectoral (Moselle/Meurthe-et-Moselle) n° 2011-DCTAJ/1-040 du 4 août 2011 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-20 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.01 du 17 janvier 2011 portant délégation de signature en faveur de M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-DRCL/1-083 du 17 décembre 2004 portant création de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette complété par les arrêtés interpréfectoraux n° 2006-DRCL/1-011 du 28 février 2006, n° 2006-DRCLAJ/1-047 du 24 novembre 2006 et n° 2010-DCTAJ/1004 du 3 février 2010 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2010 adoptant les nouveaux statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette ;

VU les délibérations émises par les conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette ;
CONSIDERANT que les conditions de majorité prévues aux articles L5211-5 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales sont atteintes ;

VU les avis des sous-préfets de Thionville et de Briey ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETER

Article 1er : Est autorisé le transfert du siège de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette au 81 avenue de la Fonderie à 57390 AUDUN-LE-TICHE.

Article 2 : Les statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette annexés au présent arrêté remplacent les statuts précédents.

Article 3 : L'arrêté et les statuts seront publiés, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et insérés au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées dans chacune des deux préfectures précitées.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Thionville et Briey, le directeur régional des finances publiques de Lorraine et du département de la Moselle, le directeur régional des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine.

Metz, le 4 août 2011
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Nancy, le 4 août 2011
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et à la sous-préfecture de Briey.

Arrêté interpréfectoral du 31 août 2011 autorisant le retrait de la commune de Landres du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1 et suivants, L5211-19 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 août 1962 autorisant la création du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt ;
VU l'arrêté interpréfectoral des 31 mars et 2 avril 1982 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de syndicat mixte de traitement des ordures ménagères (SMTOM) de la région de Villerupt ;
VU la délibération du conseil municipal de Landres, en date du 28 septembre 2010 sollicitant un retrait de la commune du SMTOM de la région de Villerupt ;
VU la délibération du comité du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt en date du 1er décembre 2010 acceptant cette demande de retrait ;
VU la lettre de notification aux maires des communes membres du syndicat, en date du 9 février 2011, demandant à leurs conseils municipaux de délibérer sur ce retrait ;
VU les délibérations concordantes des communes et EPCI membres du syndicat mixte, à savoir :
- Fillières en date du 26 février 2011,
- Tiercelet en date du 14 février 2011,
- Communauté de communes de l'agglomération de Longwy en date du 31 mars 2011,
- Communauté de communes des Deux Rivières en date du 3 mars 2011,
- Syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes en date du 8 mars 2011,
- Communauté de communes du Pays-Haut Val d'Alzette en date du 3 mars 2011,
- Communauté de communes du Pays audunois en date du 10 mars 2011,
Vu l'avis favorable du sous-préfet de Thionville en date du 19 avril 2011 ;
CONSIDÉRANT que l'absence de délibération du Syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères (SICOM) de Villers-la-Montagne vaut avis défavorable ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et EPCI membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-5 et L5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : Le retrait de la commune de Landres du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères (SMTOM) de la région de Villerupt est autorisé.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Thionville et le président du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes et aux présidents des EPCI intéressés, aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 31 août 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Le Préfet de la Moselle,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 1er septembre 2011 autorisant l'adhésion de la commune de Landres au syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes (SICOM de Piennes) ainsi que la modification des statuts du syndicat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-18 et L5211-20 et L5211-5-II ;
VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1980 autorisant la création du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes (SICOM de Piennes) ;
VU la délibération de la commune de Landres demandant son adhésion au SICOM de Piennes en date du 7 juillet 2010 ;
VU la délibération du comité syndical du SICOM de Piennes, en date du 14 septembre 2010, acceptant cette demande d'adhésion ;
VU la lettre de notification de cette demande d'adhésion aux maires et présidents des collectivités membres du syndicat en date du 15 septembre 2010 ;
VU les délibérations des collectivités suivantes :
Boulogny (16/10/2010), Dompreix (23/09/2010), Joudreville (28/09/2010), Communauté de communes du Jarnisy (30/09/2010), Communauté de communes du pays audunois (05/10/2010) favorables à l'adhésion de la commune de Landres au syndicat ;
VU la délibération du comité syndical du SICOM de Piennes se prononçant sur le changement d'adresse du siège du syndicat en date du 16 décembre 2010 ;
VU la lettre de notification de cette décision aux maires et présidents des collectivités membres du syndicat en date du 25 janvier 2011 ;
VU les délibérations des collectivités suivantes :
Avillers (17/02/2011), Boulogny (17/03/2011), Dompreix (22/02/2011), Joudreville (02/02/2011), Communauté de communes du Jarnisy (17/02/2011), Communauté de communes du pays audunois (10/03/2011), favorables à la modification de l'adresse du siège social du syndicat ;
CONSIDÉRANT que l'absence de délibération dans le délai de 3 mois vaut avis favorable ;
CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée exigée pour les deux procédures est atteinte à l'issue du délai de consultation ;
VU l'avis du sous-préfet de Verdun en date du 7 juin 2011 ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'adhésion de la commune de Landres au syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes (SICOM de Piennes) est autorisée.

La commune de Landres est représentée au sein du comité syndical par un délégué.

Article 2 : Le siège du SICOM de Piennes est transféré au 4 avenue Joliot Curie à Piennes (54490) .

Article 3 : Les statuts du syndicat sont modifiés en conséquence.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, et de la Meuse, le sous-préfet de Verdun ainsi que le président du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes (SICOM de Piennes) sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires et présidents des collectivités concernées et aux

directeurs départementaux des services fiscaux des départements de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Cet acte fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 1er septembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Le Préfet de la Meuse,
Colette DESPREZ

Arrêté interpréfectoral (Moselle/Meuse/Meurthe-et-Moselle) n° 2011-DCTAJ/1-045 du 5 septembre 2011 portant extension du périmètre du Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

Le Préfet de la Meuse,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5711-4, L5721-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral 2009-DRCLAJ/1-010 du 20 février 2009 portant création du Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle (SMNCA) ;

VU l'arrêté préfectoral 2009-DRCLAJ/1-053 du 16 septembre 2009 portant extension du périmètre du Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle (SMNCA) ;

VU l'arrêté préfectoral 2010-DCTAJ/1-018 du 28 avril 2010 portant modification des statuts du Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle (SMNCA) et extension de son périmètre ;

VU la délibération de la commune de Longwy sollicitant son adhésion au Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle ;

VU la délibération du 6 septembre 2010 du comité syndical du Syndicat Mixte pour la communication audiovisuelle approuvant cette demande d'adhésion ;

SUR proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : Est autorisée l'adhésion de la commune de Longwy au Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle.

Article 2 : Les statuts actualisés du Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle sont annexés au présent arrêté.

Article 3 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle, le Sous-Préfet de Briey, le directeur régional des finances publiques de Lorraine et du département de la Moselle, le directeur régional des finances publiques de la Meuse, le directeur régional des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle, le président du Syndicat Mixte Numérique pour la Communication Audiovisuelle et ses membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de la Meurthe et Moselle, de la Meuse et de la Moselle.

Nancy, le 10 août 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Bar-le Duc, le 19 juillet 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général par intérim,
Didier MARTI

Metz, le 5 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Les statuts annexés sont consultables, en préfecture, à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et à la sous-préfecture de Briey.

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 15 septembre 2011 autorisant l'adhésion des communes de Petit-Failly et de Villers-le-Rond au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers (SIAC) et modifiant l'article 3 des statuts

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-18, L5211-20 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 1950 autorisant la création du syndicat intercommunal de défense permanente des riverains de la Chiers ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 12 et 19 mars 1996 autorisant la modification des statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers (SIAC) » ;

VU la délibération du conseil municipal de Petit-Failly en date du 20 août 2010 demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;

VU la délibération du conseil municipal de Villers-le-Rond en date du 8 décembre 2010 demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;

VU la délibération du comité syndical du SIAC en date du 19 janvier 2011 acceptant ces demandes d'adhésion ;

VU les délibérations des communes de :

Colmey (24/02/2011), Cons-la-Grandville (24/02/2011), Cutry (14/02/2011), Epiez-sur-Chiers (14/02/2011), Grand-Failly (1/03/2011), Herserange (15/02/2011), Lexy (10/03/2011), Longlaville (23/02/2011), Longuyon (5/03/2011), Montigny-sur-Chiers (24/02/2011), Réhon (10/03/2011), Ugny (9/03/2011) et Villette (25/02/2011) favorables à ces adhésions ;

VU la délibération du comité syndical du SIAC en date du 19 janvier 2011 proposant la modification de l'article 3 des statuts ;

VU les délibérations des communes de :

Colmey (24/02/2011), Cutry (14/02/2011), Epiez-sur-Chiers (14/02/2011), Grand-Failly (1/03/2011), Herserange (15/02/2011), Lexy (10/03/2011), Longuyon (5/03/2011), Montigny-sur-Chiers (24/02/2011), Réhon (10/03/2011), Ugny (9/03/2011) et Villette (25/02/2011) favorables à cette modification statutaire ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération dans un délai de 3 mois vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de la procédure de consultation la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-18, L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

VU l'avis du sous-préfet de Verdun en date du 7 juin 2011 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'adhésion des communes de Petit-Failly et de Villers le Rond au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers est autorisée.

Chacune de ces 2 communes est représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Article 2 : L'article 3 des statuts du syndicat est remplacé comme suit :

« Le syndicat a pour territoire de compétence la rivière Chiers ainsi que ses affluents situés :

- sur le territoire des communes membres du syndicat, à savoir :

Charency-Vezin, Colmey, Cons-la-Grandville, Cutry, Epiez-sur-Chiers, Grand-Failly, Herserange, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Montigny-sur-Chiers, Petit-Failly, Réhon, Ugné, Velosnes, Villette, Villers-le-Rond, Viviers-sur-Chiers ou leurs groupements.

- sur le territoire de communes extérieures au syndicat par le biais de conventions. »

Le reste sans changement.

Article 3 : Les statuts du syndicat, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, et de la Meuse, le sous-préfet de Verdun ainsi que le président du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires et présidents des collectivités concernées et aux directeurs départementaux des services fiscaux des départements de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Cet acte fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 15 septembre 2011

Le Préfet de Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Le Préfet de la Meuse,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Les statuts annexés sont consultables à la Direction de l'Action Locale Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et à la sous-préfecture de Briey.

Bureau des procédures environnementales

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) n° 2011-1865 du 8 septembre 2011 portant autorisation de pénétrer dans certaines propriétés privées pour y exécuter un diagnostic de terrain nécessaire à la réalisation d'une étude préalablement à l'extension de la compétence "cours d'eau" de la communauté de communes du Pays d'Etain

Le Préfet de la Meuse,

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution de travaux publics et notamment l'article premier,

VU l'article 433.11 du Code Pénal,

VU le décret du 3 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse,

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande présentée le 7 juillet 2011, par le Président de la communauté de communes du Pays d'Etain à l'effet d'obtenir l'autorisation de pénétrer dans certaines propriétés privées pour réaliser une étude sur l'intégralité du réseau hydrographique non encore couvert par sa compétence « cours d'eau »,

CONSIDÉRANT qu'il importe de faciliter les opérations sur le terrain tendant à la réalisation de l'étude susvisée,

SUR proposition conjointe des Secrétaires Généraux de la Préfecture de la Meuse et de la Préfecture de la Meurthe et Moselle,

ARRETEMENT

Article 1er : Les agents appartenant à l'équipe projet de SINBIO, organisme choisi après consultation par la communauté de communes du Pays d'Etain, sont autorisés à pénétrer dans certaines propriétés privées, closes ou non closes, à l'exclusion des locaux d'habitation et sous réserve des droits des tiers, pour réaliser une étude sur l'intégralité du réseau hydrographique non encore couvert par sa compétence «cours d'eau» sur les communes suivantes :

Département de la Meuse :

ABAUCCOURT-HAUTCOURT, BLANZEE, BOINVILLE-EN-WOEVRE, BRAQUIS, BUZY-DARMONT, CHATILLON-SOUS-LES-COTES, DAMLOUP, DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT, EIX, ETAIN, FOAMEIX-ORNEL, FROMEZÉY, GINCROY, GRIMAUCCOURT-EN-WOEVRE, GUSSAINVILLE, HERMEVILLE-EN-WOEVRE, LANHERES, MAUCOURT-SUR-ORNE, MOGEVILLE, MORANVILLE, MORGEMOULIN, MOULAINVILLE, PARFONDROPT, ROUVRES-EN-WOEVRE, SAINT-JEAN-LES-BUZY, WARCQ, AMEL-SUR-L'ETANG, BEZONVAUX, HENNEMONT, VAUX-DEVANT-DAMLOUP.

Département de la Meurthe et Moselle :

BECHAMPS.

Article 2 : Chacune des personnes, sera munie d'une copie du présent arrêté qu'elle sera tenue de présenter à toute réquisition.

Ces personnes ne pourront pénétrer dans les propriétés privées qu'après accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892 modifiée.

En particulier, elles ne pourront pénétrer dans les propriétés privées non closes que le onzième jour suivant celui de l'affichage du présent arrêté en mairie de la commune concernée par le projet et dans les propriétés closes, que le sixième jour suivant celui au cours duquel sera effectuée la notification du présent arrêté au propriétaire ou, en l'absence du propriétaire, au gardien de la propriété.

L'introduction est interdite à l'intérieur des maisons d'habitation.

Article 3 : Les maires des communes listées à l'article 1er, les services de gendarmerie, les gardes-champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes concernées seront invités à prêter aide et assistance aux personnels effectuant les études. Ils prendront les mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets ou repères servant de tracé.

Article 4 : Les indemnités, qui pourraient être dues pour les dommages causés aux propriétaires par les personnels chargés des études, seront réglées à défaut d'accord amiable par le tribunal administratif de Nancy, conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1889.

Toutefois, il ne pourra être abattu de vignes, d'arbres fruitiers, d'ornements ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur valeur ou, à défaut de cet accord, qu'il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir des éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 5 : La présente autorisation est valable du 1er septembre 2011 au 30 mars 2012, mais sera périmée de plein droit dans chacune des communes prises séparément, si elle n'est pas suivie d'un commencement d'exécution dans les six mois de sa date.

Article 6 : Les maires des communes concernées sont chargés de faire publier et afficher le présent arrêté aux lieux ordinaires d'affichage et par tout procédé en usage dans la commune.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe et Moselle, le Président de la Communauté de Communes du Pays d'ETAIN, les maires des communes de: ABAUCOURT-HAUTCOURT, BLANZEE, BOINVILLE-EN-

WOEVRE, BRAQUIS, BUZY-DARMONT, CHATILLON-SOUS-LES-COTES, DAMLOUP, DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT, EIX, ETAIN, FOAMEIX-ORNEL, FROMEZEY, GINCREY, GRIMAUCCOURT-EN-WOEVRE, GUSSAINVILLE, HERMEVILLE-EN-WOEVRE, LANHERES, MAUCOURT-SUR-ORNE, MOGEVILLE, MORANVILLE, MORGEMOULIN, MOULAINVILLE, PARFONDRUPT, ROUVRES-EN-WOEVRE, SAINT-JEAN-LES-BUZY, WARCQ, AMEL-SUR-L'ETANG, BECHAMPS(54), BEZONVAUX, HENNEMONT, VAUX-DEVANT-DAMLOUP, le Sous-Préfet de VERDUN, le Sous-Préfet de BRIEY, le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de la Meuse, le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera faite au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meuse et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Copie du présent arrêté sera en outre adressé pour information :

- Au Directeur Départemental des Territoires de la Meuse,
- Au Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe et Moselle,
- A la Déléguée Territoriale de la Meuse pour l'Agence Régionale de Santé Lorraine,
- Au Délégué Territorial de la Meurthe et Moselle pour l'Agence Régionale de Santé Lorraine,
- Au Président du Conseil Général de la Meuse,
- Au Président du Conseil Général de la Meurthe et Moselle,
- A l'Office National des Forêts de la Meuse,
- A l'Office National des Forêts de la Meurthe et Moselle.

Bar-le-Duc, le 8 septembre 2011

Pour le Préfet de la Meuse,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Nancy, le 8 septembre 2011

Pour le Préfet de la Meurthe et Moselle et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) n° 2011-1926 du 15 septembre 2011 portant actualisation de l'autorisation reconnue au titre de l'article L214-6 du code de l'environnement concernant le barrage réservoir « Madine »

Le Préfet de la Meuse,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L211-1, L212-1, L214-1 à L214-11, L214-18, L430-1 à L438-2, R214-1 à R214-56, R214-112 à R214-147 ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'énergie ;

VU le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret du 3 août 2010 portant nomination de Madame Colette DESPREZ, préfet de la MEUSE ;

VU le décret du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse ;

VU l'arrêté du 2 septembre 1969 déclarant d'utilité publique les travaux d'adduction des eaux et de régularisation du débit du Rupt-de-Mad et de son affluent la Madine (départements de MEUSE, de MEURTHE-ET-MOSELLE et de MOSELLE) en vue de l'alimentation en eau potable de la région messine ;

VU l'arrêté du 13 octobre 2003 portant désignation du site Natura 2000 du lac de Madine et étangs de Pannes (zone de protection spéciale) ;

VU l'arrêté du 17 mars 2008 portant désignation du site Natura 2000 du lac de Madine et étangs de Pannes (zone spéciale de conservation) ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 21 octobre 1974 autorisant les barrages-réservoirs construits par la Ville de METZ sur la rivière Madine à NONSARD et PANNES et sur le Rupt-de-Mad à ARNAVILLE ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 17 février 1977 réglementant l'usage du barrage-réservoir que le Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine est autorisé à surélever sur la rivière de Madine ;

VU l'arrêté inter-préfectoral en date du 13 mars 1989 modifiant l'arrêté inter-préfectoral en date des 17 novembre 1976 et 17 février 1977 susvisé ;

VU l'arrêté inter-préfectoral en date du 31 janvier 1996 modifiant les arrêtés inter-préfectoraux du 21 octobre 1974 et des 17 novembre 1976 et 17 février 1977 susvisés ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-624 du 7 mars 2006 portant création d'un service unique de police de l'eau dans le département de la MEUSE ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de la MEURTHE-ET-MOSELLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2010 fixant l'organisation de la direction départementale des territoires de la MEUSE ;

VU la convention d'usage entre la Ville de Metz et le Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine en date des 28 décembre 2006 et 29 décembre 2006 portant sur l'utilisation des digues des Chevaliers et de Marmont et précisant les sujétions communes pour un exercice compatible des activités eau et tourisme sur le lac de Madine ;

VU la déclaration de transmission de l'exploitation du barrage-réservoir « Madine » présentée par la Ville de METZ, au titre de l'article R214-45 du code de l'environnement, en date du 4 septembre 2007 ;

VU le dossier enregistré le 24 janvier 2011 par lequel la Ville de METZ porte à la connaissance du préfet de la MEUSE, au titre de l'article R214-18 du code de l'environnement, différents équipements mis en place fin 2007 par la Mosellane des Eaux, notamment le dispositif de turbinage sur la canalisation de restitution du débit réservé ;

VU l'acte administratif en date du 14 avril 2011, enregistré en mairie de METZ, par lequel le Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine vend à la ville de METZ les assises foncières des digues de Marmont et des Chevaliers situées sur les territoires communaux de NONSARD-LAMARCHE (MEUSE), ESSEY-et-MAIZERAIS, PANNES (MEURTHE-ET-MOSELLE) ;

VU le rapport des services chargés de la police de l'eau en MEUSE et en MEURTHE-ET-MOSELLE, en date des 31 mai et 1er juin 2011 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la MEUSE en date du 20 juin 2011 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 13 juillet 2011 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 26 juillet 2011 ;

CONSIDÉRANT que le barrage-réservoir « Madine » a été régulièrement autorisé en application d'une législation antérieure au 4 janvier 1992 et qu'il convient d'actualiser cette autorisation compte tenu :

- De la transmission de l'exploitation du barrage-réservoir à la Ville de METZ selon les termes de la convention d'usage susvisée entre la Ville de METZ et le Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine,
- Du transfert de propriété des deux digues de retenue du lac à la Ville de METZ,
- Des équipements complémentaires réalisés,
- Des évolutions législatives et réglementaires,

en regroupant l'ensemble des dispositions applicables dans un seul arrêté pour une meilleure lisibilité.

CONSIDÉRANT qu'il convient de concilier les différents usages du lac-réservoir de Madine : eau potable, protection de l'environnement et développement touristique ; en particulier, qu'il est nécessaire d'assurer l'étiage du Rupt-de-Mad, de sécuriser l'alimentation en eau potable de la Ville de METZ et de garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans le ruisseau de Madine en aval du barrage ;

CONSIDÉRANT qu'il existe à l'aval du barrage des zones urbanisées soumises à des risques de submersion en cas de rupture ou de défaillance des digues de Marmont et des Chevaliers ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la MEUSE ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETEMENT

TITRE 1er – AUTORISATION EN APPLICATION DE LA LOI SUR L'EAU

Article 1 : Transfert du bénéfice de l'autorisation

Il est donné acte de la déclaration de transmission à la Ville de METZ du bénéfice de l'autorisation accordée antérieurement au Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine, autorisation reconnue au titre de la loi sur l'eau, en application de l'article L214-6-II, concernant l'exploitation du barrage-réservoir « Madine » et de ses ouvrages annexes.

Article 2 : Objet et nature de l'autorisation

La Ville de METZ est autorisée à exploiter le barrage-réservoir « Madine » aménagé par barrage du ruisseau de Madine et les ouvrages annexes. L'usage principal du réservoir est le soutien d'étiage du Rupt-de-Mad par le moyen de prélèvements d'eau effectués à partir d'une prise d'eau aménagée dans la retenue en amont de la digue de Marmont. Ces prélèvements sont effectués à des fins de soutien d'étiage du Rupt-de-Mad en vue de l'alimentation en eau potable de la Ville de METZ, dans les conditions fixées par la convention susvisée passée entre la Ville de METZ et le Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine. Les ouvrages et la retenue, constitués en amont des digues et d'un volume de 35 millions de m³, s'étendent sur environ 1 000 ha en eau, sur le ban des communes de BUXIERES-SOUS-LES-COTES, HEUDICOURT-SOUS-LES-COTES, LAHAYVILLE, MONTSEC, NONSARD-LAMARCHE et RICHCOURT dans le département de la MEUSE et celui des communes d'ESSEY-ET-MAIZERAIS, de PANNES et de SAINT-BAUSSANT dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Le barrage et ses ouvrages annexes légalement autorisés entrent dans la nomenclature des ouvrages et activités soumis à autorisation et à déclaration fixée par l'article R214-1 du code de l'environnement. Du fait de leur importance et selon leur impact ils relèvent des rubriques suivantes de cette nomenclature :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	Ouvrages permettant le prélèvement dans un plan d'eau d'une capacité totale maximale supérieure à 1 000 m ³ /heure	(A) Autorisation
3.1.1.0	Ouvrages et remblais dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues et un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval	(A) Autorisation
3.1.2.0	Ouvrages ou travaux conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau ou conduisant à la dérivation du cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m	(A) Autorisation
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m	(D) Déclaration
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur égale ou supérieure à 200 m	(A) Autorisation
3.1.5.0	Travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens sur une surface supérieure à 200 m ²	(A) Autorisation
3.2.2.0	Ouvrages et remblais en lit majeur d'un cours d'eau Surface soustraite comprise entre 400 m ² et 10 000 m ²	(D) Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	(A) Autorisation
3.2.4.0	Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000.000 m ³	(A) Autorisation
3.2.5.0	Barrages de retenue de classes B et C (Digue de Marmont et digue des Chevaliers)	(A) Autorisation

Article 3 : Caractéristiques des ouvrages

Les caractéristiques principales des ouvrages sont les suivantes :

3.1 - Alimentation

Le plan d'eau est aménagé par endiguement et barrage de la vallée du ruisseau de Madine, cours d'eau de deuxième catégorie piscicole et affluent rive gauche de la rivière Rupt-de-Mad.

Le bassin versant d'alimentation du plan d'eau est de 44 km² (4 400 ha) y compris la superficie occupée par le lac lui-même, et présente un substratum imperméable à fort coefficient d'écoulement (argiles de la Woëvre).

3.2 - Cote normale d'exploitation

La cote normale d'exploitation est fixée à la cote 227,90 m NGF, correspondant à la cote d'arasement du seuil du déversoir de l'évacuateur de crues.

3.3 - Digues

Les digues présentent les caractéristiques suivantes :

* Digue des Chevaliers au nord

- Longueur en crête : 1 500 m environ
- Crête arasée à la cote 229,40 NGF complétée par un mur parapet de 1 m de hauteur
- Hauteur maximale crête remblai / TN aval : 9,00 m
- Largeur en crête : 6 m
- Largeur maximale au niveau des fondations : 95 m
- Pente du parement aval : 3H/1V
- Pente du parement amont : 4H/1V puis 3H/1V au-dessus de la cote 226 NGF
- Volume du corps de la digue : 260 000 m³

* Digue de Marmont à l'est

- Longueur en crête : 1 600 m environ
- Crête arasée à la cote 230,40 NGF complétée par un mur parapet de 0,50 m de hauteur

- Hauteur maximale crête remblai / TN aval : 13,00 m
- Largeur en crête : 10 m
- Hauteur maximale au niveau des fondations : 16 m
- Largeur maximale au niveau des fondations : 110 m
- Pente du parement aval : 3H/1V
- Pente du parement amont : 4H/1V puis 3H/1V au-dessus de la cote 226 NGF
- Volume du corps de la digue : 280 000 m³

3.4 - Ouvrages annexes

Ils comprennent :

- * Un ouvrage commun de prise d'eau et de vidange de fond

Cet ouvrage est aménagé en amont et à l'extrémité sud de la digue de Marmont. Il est situé côté rive gauche de l'évacuateur de crues approximativement au point le plus bas de la digue.

Il est constitué :

- D'une prise d'eau, du type tour de prise avec abri de commande en tête, accessible soit par galerie décrite ci-dessous, soit par une passerelle depuis la crête de la digue,
- D'une galerie visitable traversant la totalité de la base de la digue (d'une longueur de 72 m et d'une largeur de 2,5 m) protégeant la conduite de vidange de fond diamètre 1 000, permettant d'évacuer un débit de 5 m³/s,
- D'un bâtiment situé en pied aval de la digue abritant les vannes de fond, dérivation diamètre 400 avec vanne segment de 0,40 x 0,40 et débitmètre électromagnétique pour le prélèvement destiné à l'alimentation en eau potable, piquage diamètre 100 avec turbine d'une puissance maximale de 120 W et accumulateur, robinet-vanne pour l'écoulement du débit réservé, un système de télétransmission des informations (enregistrement des données du débitmètre, surveillance du bon fonctionnement de la turbine). La turbine alimente le débitmètre, le poste de télétransmission et par intermittence un éclairage temporisé du bâtiment.

- * Un bassin de dissipation à l'aval du bâtiment des vannes se poursuivant par un chenal de fuite muni d'un déversoir semi-triangular associé à une échelle limnimétrique de mesure des débits restitués.

- * L'évacuateur de crues à seuil libre "en bec de canard" aménagé au niveau de la digue de Marmont et dont le déversoir est arasé à la cote 227.90 NGF. Sa longueur développée est de 98 m environ. Son profil en long comporte des pentes de 13,95 %, de 1,72 % et de 19,68 % sur les longueurs respectives de 21,50 m, 17,50 m et 9 m.

- * Le canal de décharge ou coursier de l'évacuateur présente une section en U et rejoint le canal de fuite puis le lit de la Madine.

- * Le système de drainage des ouvrages qui est assuré par des filtres tri couches inter et subhorizontaux. Il est complété à l'aval par un fossé bétonné de drainage et des puits de décharge permettant un contrôle piézométrique. Pour la digue de Marmont, le fossé de drainage rejoint le chenal de fuite à l'aval des vannes.

3.5 - Equipements de surveillance

Le dispositif d'auscultation comprend :

- * Sur la digue de Marmont pour la mesure du niveau de la retenue : une échelle limnimétrique posée le long de la tour de prise d'eau et une mesure analogique du niveau gérée par télétransmission par l'exploitant du service des eaux.

- * Un réseau de piézomètres dits ouverts de trois types différents (A, B et C) répartis sur 12 profils au total pour les deux digues (8 sur la digue de Marmont, 4 sur la digue des Chevaliers) :

- Type A : en fondation, dans le sol sous-jacent à chacune des digues (charge hydraulique en fondation) - (12 piézomètres),
- Type B : dans le remblai, en partie supérieure du filtre-drain (fonctionnement du drain) (11 piézomètres),
- Type C : dans le remblai, sous le filtre-drain (charge hydraulique au centre du remblai) (11 piézomètres).

- * 4 piézomètres ouverts supplémentaires installés en 2001 dans le remblai sous le filtre-drain :

- 2 piézomètres, décrits de type E, situés, l'un, au niveau du profil 5 de la digue de Marmont, l'autre, au niveau du profil 11 de la digue des Chevaliers, en crête de digue,
- 2 piézomètres, décrits de type F, situés en parement aval des digues aux mêmes profils que les piézomètres précités.

- * Des puits de décharge crépinés pour la mesure du niveau de la nappe en pied aval des digues, répartis sur 22 profils (12 sur Marmont, 10 sur Les Chevaliers).

- * Pour la mesure des tassements des digues : des repères de nivellement rattachés au NGF disposés auprès de chacun des piézomètres situés dans le remblai (12 boulons repères).

- * Pour la mesure des déformations de la galerie en béton sous remblai (digue de Marmont) : 7 boulons repères rattachés au système de nivellement NGF.

Article 4 : Modifications

Toute modification apportée par la Ville de METZ à l'un des ouvrages autorisés ou toute modification apportée à son mode d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doivent être préalablement portées à la connaissance du préfet de la MEUSE, avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 5 : Durée de validité de l'autorisation

La présente autorisation est accordée à titre permanent.

TITRE 2 – REGLEMENT D'EAU

Article 6 : Vidange

Si l'abaissement du niveau du lac est jugé nécessaire ou si la réalisation de travaux au niveau des parties immergées des ouvrages l'impose, la vidange du lac, partielle ou totale, est programmée par la Ville de METZ assistée de son cabinet conseil et réalisée dans les conditions fixées à la convention passée entre la Ville de METZ et le Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine susvisée.

Un dossier de demande d'autorisation de vidange est à déposer au préalable au service chargé de la police de l'eau de la MEUSE. Le dossier établi par le cabinet conseil fixe notamment le planning, le déroulement et les conditions de réalisation de l'opération ainsi que les mesures à mettre en œuvre compte tenu :

- De la capacité de vidange des ouvrages de restitution et de la durée de vidange prévisible,
- Des impacts potentiels sur la stabilité des digues,
- Du risque d'inondation à l'aval dans la vallée de Madine et du Rupt-de-Mad,
- De l'impact sur la qualité des eaux (risque d'entraînement de sédiments),
- De l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000.

La demande est soumise à l'avis préalable du Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine.

Le débit et la durée de vidange sont fixés et contrôlés en fonction de l'état hydrologique des cours d'eau et du risque d'inondation à l'aval. La vidange est programmée en tant que possible à une période qui permet de limiter l'aggravation du risque d'inondation à l'aval ainsi que l'impact sur les activités touristiques, l'environnement aquatique du lac, les milieux situés en aval et la zone Natura 2000.

Article 7 : Débit réservé

Le débit réservé à maintenir dans le ruisseau de Madine à l'aval du barrage-réservoir, fixé en tout temps à au moins 24 l/s par déclaration d'utilité publique du 2 septembre 1969, est valable jusqu'à l'entrée en vigueur de l'acte de régularisation "loi sur l'eau" du prélèvement d'eaux brutes dans le Rupt-de-Mad à ARNAVILLE qui fixera une nouvelle valeur en conformité avec l'article L.214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Respect de la qualité des eaux

Les eaux rendues à la rivière doivent être dans un état de nature à ne pas apporter à la température ou à la pureté des eaux un trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'abreuvent dans la rivière ou à la conservation du poisson.

L'usage de la présente autorisation doit permettre de respecter l'objectif d'atteinte du bon état écologique des eaux au titre de la directive cadre sur l'eau (article L212-1 du code de l'environnement susvisé).

Les dispositions suivantes s'appliquent jusqu'à l'entrée en vigueur de l'acte déclarant d'utilité publique les périmètres de protection de la ressource en eau prélevée dans le Rupt-de-Mad à ARNAVILLE :

- Le motonautisme utilisant des moteurs à explosion est interdit sur l'ensemble du lac de Madine ; toutefois, la circulation d'embarcations à moteur strictement nécessaire au service de la gestion des ouvrages, à la surveillance des aménagements et des exercices sportifs ou de plein air, y compris pour la pêche, est autorisée ;

- L'enlèvement et l'exportation des végétaux sont exécutés régulièrement ; aucun produit phytosanitaire ne peut être utilisé.

Article 9 : Dispositions relatives à la pêche

Le plan d'eau est soumis aux dispositions du livre quatrième, titre III « pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles » du code de l'environnement, à l'exception des articles L431-4, L431-6 et L431-7. Il s'agit d'une eau libre de deuxième catégorie piscicole.

Article 10 : Entretien du ruisseau de Madine

La Ville de METZ peut se charger d'effectuer l'entretien du ruisseau de Madine entre le barrage et l'entrée en double rive sur la commune de PANNES en cas de défaillance des riverains.

Article 11 : Autorisations de prélèvement d'eau

Tout prélèvement d'eau dans le lac-réservoir de Madine, réalisé à des fins autres que l'alimentation en eau potable de la Ville de METZ et le soutien d'étiage du Rupt-de-Mad, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la police de l'eau auprès du préfet de la MEUSE (service police de l'eau – direction départementale des territoires de la MEUSE).

En particulier, dans les cas visés page 2 de la convention d'usage susvisée et mettant en jeu la solidarité des territoires, ces autorisations sont délivrées après avoir recueilli les avis de la Ville de METZ et du Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine.

TITRE 3 – CLASSEMENT DE L'OUVRAGE ET MISE EN CONFORMITE**Article 12 : Classe des digues du barrage-réservoir « Madine »**

Selon leurs caractéristiques géométriques, les digues (considérées au sens du décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 comme des barrages) relèvent des classes suivantes :

- Digue de Marmont : classe B
- Digue des Chevaliers : classe C

Article 13 : Mise en conformité du barrage-réservoir « Madine »

Le barrage-réservoir « Madine » doit être rendu conforme aux dispositions des articles R214-122 à R214-125, R.214-130 à R.214-132 et R.214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- * Mise à jour du dossier général du barrage-réservoir avant le 30 décembre 2011.

Le dossier sera notamment complété par les pièces suivantes :

- Description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance du barrage-réservoir en toutes circonstances.
- Consignes écrites, approuvées par les préfets de la MEUSE et de MEURTHE-ET-MOSELLE, fixant les instructions de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ainsi que celles concernant son exploitation en période de crues ; ces consignes précisent le contenu et la fréquence des visites techniques approfondies, du rapport de surveillance et du rapport d'auscultation.

- * Production et transmission, en vue de l'approbation par les préfets, des consignes écrites avant le 1er septembre 2011 :

- Au service de prévision des crues Meuse-Moselle basé à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Lorraine,

- Au service interministériel de défense et de protection civile des préfectures de la MEUSE et de MEURTHE-ET-MOSELLE,

- A la DREAL de CHAMPAGNE-ARDENNE.

- * Transmission à la DREAL de CHAMPAGNE-ARDENNE du rapport de surveillance et du rapport d'auscultation tous les cinq ans, la première année étant 2011.

- * Transmission à la DREAL de CHAMPAGNE-ARDENNE du compte-rendu des visites techniques approfondies tous les deux ans, la première année étant 2011.

- * Production de l'étude de dangers de l'ouvrage avant le 31 décembre 2014.

Article 14 : Dispositions spécifiques aux visites techniques approfondies

Les visites techniques approfondies, réalisées par l'exploitant au moins une fois tous les deux ans, doivent comporter au moins une fois tous les dix ans l'examen complet des parties visibles et des parties habituellement immergées des ouvrages soit par inspection subaquatique, soit par vidange partielle ou totale.

TITRE 4 – DISPOSITIONS GENERALES**Article 15 : Abrogation des arrêtés antérieurs**

Le présent arrêté regroupe l'ensemble des dispositions applicables à l'exploitation du barrage-réservoir «Madine » et de ses ouvrages annexes en application de la loi sur l'eau et du décret relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques ; les arrêtés interpréfectoraux antérieurs du 21 octobre 1974, du 17 février 1977, du 13 mars 1989, du 31 janvier 1996 susvisés sont donc abrogés.

Article 16 : Autorisation de passage

Les agents chargés d'exercer des missions de contrôle de sécurité et de police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Article 17 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 18 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 19 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de NANCY par :

- Le demandeur ou l'exploitant, dans les deux mois qui suivent sa notification,
- Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs

Article 20 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la MEUSE et de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Deux copies de l'arrêté seront transmises aux maires des communes intéressées, l'une pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, l'autre pour être tenue à la disposition du public.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet de la MEUSE et aux frais de la ville de METZ, dans deux journaux locaux diffusés dans les départements de la MEUSE et de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Un dossier sur l'opération sera mis à la disposition du public en préfectures de la MEUSE et de MEURTHE-ET-MOSELLE ainsi qu'à la mairie de NONSARD-LAMARCHE pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté.

Ces informations seront mises à la disposition du public sur les sites internet des préfectures de MEUSE et de MEURTHE-ET-MOSELLE durant au moins un an.

Article 21 : Exécution

- Les secrétaires généraux des préfectures de la MEUSE et de MEURTHE-ET-MOSELLE ;
 - Les sous-préfets de COMMERCY et de TOUL ;
 - Le maire de la Ville de METZ ;
 - Le président du Syndicat Mixte d'Aménagement du Lac de Madine ;
 - Les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement de LORRAINE et CHAMPAGNE-ARDENNE ;
 - Les directeurs départementaux des territoires de la MEUSE et MEURTHE-ET-MOSELLE ;
 - Les maires des communes de BUXIERES-SOUS-LES-COTES, HEUDICOURT-SOUS-LES-COTES, LAHAYVILLE, MONTSEC, NONSARD-LAMARCHE et RICHCOURT dans le département de la MEUSE ;
 - Les maires des communes d'ESSEY-ET-MAIZERAIS, PANNES et SAINT-BAUSSANT dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, aux personnes suivantes :
- Le président du conseil régional de LORRAINE ;
 - Le président du conseil général de la MEUSE ;
 - Le président du conseil général de MEURTHE-ET-MOSELLE ;
 - Le président de la fédération de la MEUSE pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
 - Le président de la fédération de MEURTHE-ET-MOSELLE pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
 - Le président de la communauté de communes du chardon lorrain ;
 - Le directeur du parc naturel régional de LORRAINE ;
 - Le délégué régional à l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;
 - Le délégué régional à l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
 - La directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la MEUSE ;
 - Le directeur du conservatoire du littoral et des rivages lacustres.

Bar-le-Duc, le 15 septembre 2011

Le Préfet,
Colette DESPREZ

Nancy, le 15 septembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 54-2011- 27 – NAV du 23 septembre 2011 autorisant, au titre du code de l'environnement, le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle à réaliser des travaux de confortement sur le pont de la RD 116 à Rosières-aux-Salines

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.122-1 à L.122-3, L.123-1 à L.123-16, L.211-1 à L.211-12, L. 214-1 à L. 214-6, R.122-1 à R.122-16, R.123-1 à R.123-46, R. 214-1 et suivants, notamment l'article R 214-23 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse (SDAGE) approuvé par le Préfet coordonnateur le 27 novembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010 portant approbation du Plan de Prévention du Risque "inondations" sur la commune de ROSIERES AUX SALINES ;

VU le dossier de demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement présenté par le permissionnaire, le Conseil Général de Meurthe et Moselle, et enregistré au guichet unique du département de la Meurthe et Moselle le 3 février 2011 ;

VU l'avis de la Direction Interrégionale de VNF, gestionnaire du DPF en date du 11 mai 2011 ;

VU l'avis réputé favorable l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;

VU l'avis favorable du CODERST en date du 21 septembre 2011 ;

Vu l'avis favorable du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 22 septembre 2011 ;

CONSIDERANT que le dossier présenté est jugé complet et régulier ;

CONSIDERANT que les travaux, notamment l'installation de dalots sous le pont et l'échafaudage peuvent avoir une incidence temporaire et peu importante sur la ligne d'eau du bras de décharge de la Meurthe en cas de crue ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 Le Conseil Général de Meurthe et Moselle est autorisé à réaliser les travaux de confortement du pont D116.045 sur le bras de décharge de la Meurthe à Rosières Aux Salines.

Article 2 : OBJET DE L'AUTORISATION

En regard de la nomenclature tirée de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement, les travaux sont soumis au régime de l'autorisation comme suit :

Rubrique visée	Désignation des activités	Régime
3.1.1.0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A)	Batardeaux autour de la culée rive gauche + plate forme sur dalots ou tuyaux posés dans le lit mineur pendant la période de travaux.	Autorisation temporaire
3.1.2.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100m	Batardeaux autour de la culée rive gauche + élargissement des semelles de fondation + réalisation d'une contre voûte en intrados	Déclaration
3.1.3.0. Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m	La longueur d'écoulement dans les dalots ou tuyaux mis en place durant la période de chantier est de 15 m	Déclaration
3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens. Destruction de moins de 200 m² de frayères	Intervention dans le lit mineur de la rivière	Déclaration

Article 3 : CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX A REALISER

L'ouvrage concerné est le pont de la RD 116, dit pont des Haras, à Rosières Aux Salines.

Ces travaux de confortement consistent en la réalisation d'une contre voûte destinée à reprendre partiellement les efforts de la voûte.

Article 4 : IMPACTS PERMANENTS ET TEMPORAIRES DE L'OPERATION

L'opération n'aura pas d'impact permanent.

La section restera supérieure à la section nécessaire pour faire transiter le débit capable (27 m³/s) du bras de décharge. Les débits usuels (5m³/s maximum) ne seront pas impactés.

La modification de l'ouvrage n'aura pas d'impact sur la ligne d'eau lors de la crue centennale de la Meurthe.

La réalisation des travaux nécessite la mise en place temporaire d'équipements permettant de travailler à sec (batardeaux et plate forme de travail) ou d'être à pieds d'œuvre à l'aplomb du cours d'eau (échafaudages). Ils seront mis en place conformément au dossier de demande d'autorisation.

Pour des niveaux de débit usuels, la présence de ces équipements aura une influence sur la ligne d'eau qui restera inférieure à la cote de débordement du bras de décharge.

En cas de crue de la Meurthe, les batardeaux et dalots resteront en place mais n'auront aucun impact sur la ligne d'eau dans le bras de décharge.

Le lit du cours d'eau sera couvert pendant la durée des travaux sur 15 m environ.

Article 5 : ECOULEMENT DES DEBITS PENDANT LES TRAVAUX

Le passage des débits sera assuré par la mise en place de dalot entre les batardeaux. Leur capacité devra être vérifiée par le pétitionnaire et les encombrements éventuels devront être retirés immédiatement.

Le permissionnaire mettra en place un système adapté de surveillance des débits et d'alerte, en toutes circonstances et notamment en cas de crue de la Meurthe, afin de prévoir les mesures nécessaires à mettre en œuvre :

- L'échafaudage devra être retiré dès que la cote du niveau d'eau dans le bras de décharge atteint 207,00 IGN 69 (cote de l'intrados des dalots),

- Les engins de chantier devront être évacués du lit du bras de décharge.

Article 6 : AUTRES PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES TRAVAUX**6.1 Modalités générales d'exécution des travaux**

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité des cours d'eau (Meurthe). L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un kit anti-pollution d'urgence sera disponible en permanence sur le chantier.

Une semaine avant le démarrage des travaux, et avant le début de chacune des différentes phases, le permissionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux réalisés au service chargé de la police de l'eau (Service Navigation du Nord-Est).

6.2 Mesures relatives au milieu

Le pétitionnaire devra informer l'ONEMA avant le début des travaux afin de fixer les mesures de surveillance et d'aménagement à prévoir pour la préservation de la faune piscicole.

Le lit du bras de décharge devra être remis en état initial à la fin des travaux. La ripisylve devra être reconstituée si nécessaire, par plantation d'hélophytes.

Article 7 : DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté.

Article 8 : CONTROLE DES SERVICES DE POLICE DE L'EAU

Le permissionnaire facilitera les contrôles demandés par les services de police de l'eau et les informera en temps utile sur les évolutions des opérations de travaux, en particulier sur le calendrier d'exécution.

Article 9 : SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le permissionnaire assurera la surveillance et l'entretien de l'aménagement. Par un entretien régulier, il veillera également à éviter toute pollution prévisible de la Meurthe

Le pétitionnaire a la charge de surveiller les éventuels embâcles qui pourraient être bloquées par le pont et devra les retirer le cas échéant.

Article 10 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Toutes les dispositions seront prises par le permissionnaire, pendant et après travaux, pour assurer la sécurité des tiers aux abords des chantiers.

En cas d'accident, le permissionnaire appliquera les prescriptions définies à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, après mise en demeure du permissionnaire – sauf cas d'urgence – l'administration prendra les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Article 11 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et des services déconcentrés de l'Etat.

Il sera consultable sur le site internet de la Préfecture de Meurthe et Moselle pendant une durée de 1 an.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Rosières aux Salines pendant une durée minimale de 1 mois pour information.

Article 14 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les conditions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Si la mise en service des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) n'est pas intervenue dans les six mois, ces délais sont prolongés de 6 mois.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 15 : EXECUTION DE L'ARRETE

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et La Chef de la Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire.

Une copie en sera adressée, pour information, à :

- La Chef de la Mission Inter Services de l'Environnement du département de Meurthe et Moselle,
- Au directeur régional de Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.
Nancy, le 23 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS
Bureau de l'interministérialité

Arrêté du 2 septembre 2011 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la consommation et notamment ses articles L331-1 et R331-1et suivants,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2010 élargissant le champ de compétence de la commission de Nancy à l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,
VU les propositions de nomination des différents représentants,
SUR proposition du secrétaire général de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : La commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle, placée sous la présidence du préfet de Meurthe-et-Moselle ou de son délégué le sous-préfet chargé de mission ou, en cas d'absence de ce dernier, du directeur de la coordination interministérielle et des moyens, est composée ainsi qu'il suit :

Vice-président : Le responsable départemental de la direction départementale des finances publiques chargé de la gestion publique, ou son délégué.

Représentant de la Banque de France :

- Le directeur départemental de la Banque de France ou son représentant.

Représentants des établissements de crédit et des entreprises d'investissement :

- Titulaire : Mme Catherine RENAULD, crédit immobilier de France (16 rue Raymond Poincaré, 54000 Nancy).

- Suppléant : M. Jonathan KLEIN, banque populaire de Lorraine-Champagne (57 rue St Jean, BP 650, 54010 Nancy cedex).

Représentants des associations familiales ou de consommateurs :

- Titulaire : Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'union départementale CLCV - consommation logement cadre de vie - (2 rue des Fabriques, 54000 Nancy).

- Suppléant : Mme Bernadette MORIN, de l'union française des consommateurs Que Choisir.

Personnes justifiant d'une expérience dans le domaine de l'économie sociale et familiale :

- Titulaire : Mme Marie SAINTOT, responsable départemental du service des conseillers en économie sociale et familiale au conseil général (48, esplanade Jacques Baudot, CO 90019, 54035 Nancy cedex).

- Suppléant : M. Jean-Paul LACRESSE, administrateur à la CAF (10 Allée St Exupéry, 54510 Tomblaine).

Personne justifiant d'un diplôme et d'une expérience dans le domaine juridique :

- Titulaire : M. Pierre OLLIER (39 rue de Cronstadt, 54000 NANCY)

- Suppléant : sera désigné ultérieurement.

Article 2 : Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la Banque de France, 2, rue Chanzy à Nancy.

Article 3 : Les représentants des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, ainsi que des associations familiales ou de consommateurs, de même que les personnes justifiant d'une expérience dans le domaine de l'économie sociale et familiale et celles justifiant d'un diplôme ou d'une expérience dans le domaine juridique sont nommés pour une durée de deux ans renouvelable.

Article 4 : L'arrêté préfectoral du 28 novembre 2007 modifié portant composition de la commission compétente pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet chargé de mission sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 2 septembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 20 septembre 2011

Réunie le 20 septembre 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé ne pas accorder à la SNC LIDL, l'autorisation de procéder à l'extension de l'ensemble commercial, avenue de Metz à Pont-à-Mousson, portant la surface totale à 1 498 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Pont-à-Mousson.

Nancy, le 20 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Chargé de Mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-080 en date du 21 septembre 2011 - Modificatif de l'arrêté N° M-54-073 du 9 septembre 2011 et N° 078 du 21 septembre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation de chaussée sur A31 du PR 253,000 au PR 249,500

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 11/08/2011 présenté par le district de Metz ;
 VU l'avis du CG54 en date du 24/08/2011 ;
 VU l'information de la commune de Dieulouard ;
 VU l'information de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;
 Vu l'information de la commune de Belleville ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 23/08/ 2011 ;
 VU l'information du CRICR ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 11/08/2011 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	AUTOROUTE A 31	
POINTS REPERES (PR)	PR 253 à 249+500	
SENS	BEAUNE=>LUXEMBOURG et LUXEMBOURG=>BEAUNE	
SECTION	Courante et échangeur de Laxou n° 19	
NATURE DES TRAVAUX	- fraissage à -6 cm et mise en œuvre de 6 cm de BBSG - renforcement voie spécifique PL	
PERIODE GLOBALE	3 semaines du 12 au 30 septembre 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- basculement total d'un sens de circulation dans le sens opposé - fermeture de bretelle de sortie avec déviations - neutralisation de voie de droite	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Metz	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

- **Modificatif en gras sur la phase 3 bis N° 078**

- **Modificatif en gras sur la phase 3 et 3 bis N° 080**

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Nuits du : 12 au 13, 13 au 14 septembre, Horaires : de 21h à 6h	Du PR 255+100 au PR 248+500 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune / Luxembourg entre les ITPC située au PR 253 + 400 et au PR 249 + 600 Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A31 jusqu'à l'échangeur de Velaine n°17 pour reprandre A31 en direction de Metz et sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou.

	Nuit du : 14 au 15 septembre, Horaires : de 21h à 6h	Du PR 255+100 au PR 2+000 d'A33 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune / Luxembourg entre les ITPC située au PR 253 + 400 et au PR 1 + 000 d'A33 Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation, ainsi que la bifurcation A31 Metz vers Toul. La bretelle d'entrée de Laxou (échangeur n°18) vers A33 Strasbourg sera également fermée	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A33 jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2 pour reprendre A33 en direction de Metz et soit sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou, soit prendre la bifurcation A33 Strasbourg vers A31 Toul Mise en place d'une déviation via A31 direction Toul et demi-tour à l'échangeur de Velaine N°17 d'A31 pour récupérer ensuite la bifurcation A31 vers A33 Strasbourg.
2	Du 15 au 19 septembre	Du PR 253+000 au PR 249+500 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- circulation sur chaussée fraisée, signalisation horizontale provisoire (jaune)	Vitesse limitée à 70 km/h
3	Nuits du : 19 au 20, 20 au 21, 21 au 22, 22 au 23, 23 au 24 septembre, Horaires : de 21h à 6h du 24/09 au 26/09	Du PR 255+100 au PR 2+000 d'A33 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune / Luxembourg entre les ITPC située au PR 253 + 400 et au PR 1+000 d'A33 Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation, ainsi que la bifurcation A31 Metz vers Toul La bretelle d'entrée de Laxou (échangeur n°18) vers A33 Strasbourg sera également fermée	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A33 jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2 pour reprendre A33 en direction de Metz et soit sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou, soit prendre la bifurcation A33 Strasbourg vers A31 Toul Mise en place d'une déviation via A31 direction Toul et demi-tour à l'échangeur de Velaine N°17 d'A31 pour récupérer ensuite la bifurcation A31 vers A33 Strasbourg. Neutralisation de la VD entre l'échangeur N19 et la bifurcation A31/A33 dans le sens (-)
3 bis	Journées du 20, 21, 22, et 23 septembre, du 24/09 au 26/09	Du PR 253+000 au PR 249+500 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- circulation sur chaussée fraisée, signalisation horizontale provisoire (jaune) - voie spéciale PL neutralisée - La bretelle d'entrée de Laxou (échangeur n°18) vers A33 Strasbourg sera également fermée	- VD maintenue à 3,50 m - VG réduite à 2,80 m - vitesse limitée à tous les véhicules à 70 km/h - interdiction de doubler pour les + de 3,5 T Mise en place d'une déviation via A31 direction Toul et demi-tour à l'échangeur de Velaine N°17 d'A31 pour récupérer ensuite la bifurcation A31 vers A33 Strasbourg Neutralisation de la VD entre l'échangeur N19 et la bifurcation A31/A33 dans le sens (-)
4	Nuits du : 26 au 27, 27 au 28, 28 au 29 , 29 au 30 septembre, Horaires : de 21h à 6h	Du PR 255+100 au PR 2+000 d'A33 Sens 2 LUXEMBOURG/ BEAUNE	- Basculement de la circulation du sens Luxembourg/Beaune sur le sens Beaune/ Luxembourg entre les ITPC située au PR 253 + 400 et au PR 1 + 000 d'A33 Dans le sens Luxembourg/Beaune, la bretelle de sortie de l'autoroute A31 vers l'échangeur n°19 de Laxou-Gentilly sera coupée à la circulation, ainsi que la bifurcation A31 Metz vers Toul. La bretelle d'entrée de Laxou (échangeur n°18) vers A33 Strasbourg sera également fermée.	Circulation sur une voie dans les 2 sens de circulation avec limitation de vitesse à 90 km/h et ponctuellement à 50 km/h au droit des 2 basculements de chaussées. Mise en place d'une déviation en poursuivant sur A33 jusqu'à l'échangeur de Brabois n°2 pour reprendre A33 en direction de Metz et soit sortir à l'échangeur n°18 en direction de Laxou, soit prendre la bifurcation A33 Strasbourg vers A31 Toul. Mise en place d'une déviation via A31 direction Toul et demi-tour à l'échangeur de Velaine N°17 d'A31 pour récupérer ensuite la bifurcation A31 vers A33 Strasbourg.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias et d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de Eurovia,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 21 septembre 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION GENERALE

Arrêté DGARS N° 275/2011 en date du 26 juillet 2011 fixant le calendrier prévisionnel des appels à projets médico-sociaux de compétence exclusive du directeur général de santé tel que prévu à l'article L 313-4 du CSF

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L 313-1 à L313-8 et R 313-4 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 124 ;

VU la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 ;

VU le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la circulaire N° DGCS/5B/2010/434 du 28 décembre 2010 relative à la procédure d'appels à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la circulaire interministérielle N° DGCS/5C/DSS/DGS2011/144 du 28 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, ACT, LHSS, CAARUD, CT, CSAPA et LAM ;

CONSIDÉRANT les besoins dans différents territoires de santé Lorraine ;

SUR proposition du Chef de département Médico-social et Réseaux ;

ARRETE

Article 1er : Les appels à projets médico-sociaux seront organisés pour l'année 2011 selon le calendrier prévisionnel suivant :

Catégorie de service ou d'établissement médico-social concerné	Public concerné	Zones de proximité – Territoire de santé	Nombre de lits ou places	Mois de l'avis d'appel à projet
Appartement de coordination thérapeutique –ACT-	Personnes en difficulté sociale et/ou personnes atteintes de maladie chroniques	Meuse Vosges	6	01/09/11
Appartement de coordination thérapeutique « sortant de prison »	Personnes en difficulté sociale et/ou personnes atteintes de maladie chroniques	Meurthe-et-Moselle Moselle Meuse	1 unité de 6 places	Septembre 2011

Article 2 : Le calendrier prévisionnel des appels à projets médico-sociaux a une valeur indicative. Il peut être révisé en cours d'année en cas de modification substantielle. Dans les deux mois qui suivent sa publication au recueil des actes administratifs de la région lorraine, les personnes morales gestionnaires des établissements et services médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil peuvent faire connaître leurs observations au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Cellule prévention et promotion de la santé

Décision ARS-DT54/2011/89 du 1er août 2011 fixant pour l'année 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), géré par l'association Alpha-santé à Hayange - N° FINESS : 54 001 2275

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-8, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 22 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 10 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 11 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour 2010 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté du 19 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté ARS n° 2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-140 en date du 5 juillet 2010 portant autorisation de création d'un centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) à Mont-saint-Martin, géré par l'association Alpha-santé à HAYANGE, par fusion/absorption des centre de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA), géré par l'association Alpha-santé avec le centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST), géré par l'association TANDEM à Villerupt ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/DGS/2011/144 du 28 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartement de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) et lits d'accueil médicalisés (LAM),

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par l'association ALPHA-SANTE, sont fixées comme suit, à compter du 1er août 2011 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	37 250	921 588
	Groupe II : Dépenses de personnel	775 094	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	109 244	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	921 588	921 588
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par l'association Alpha-santé à Hayange, est fixée à **921 588 €**.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2011 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit – 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er août 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
 Pour le Délégué Territorial,
 Le Chef du Service VSSE,
 Jérôme MALHOMME

Décision ARS-DT54/2011/90 du 4 août 2011 modifiant pour l'année 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), géré par le CHU de Nancy - N° FINESS : 54 000 533 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-8, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 22 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 10 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 11 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour 2010 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté du 19 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté ARS n° 2010-129 en date du 5 juillet 2010 portant autorisation de transformation du centre de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA) de Nancy et du centre de soins spécialisés en toxicomanie (CSST) de Nancy, gérés par le centre hospitalier universitaire de Nancy, en centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) par regroupement des activités ;

VU l'arrêté ARS n° 2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/DGS/2011/144 du 28 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartement de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) et lits d'accueil médicalisés (LAM),

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA géré par le CHU de NANCY, sont modifiées comme suit, à compter du 1er août 2011 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	300 762	1 924 677
	Groupe II : Dépenses de personnel	1 394 635	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	229 280	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 924 677	1 924 677
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, est fixée à 1 924 677 €. Cette dotation inclut 35 000 € de crédits conjoncturels accordés au titre des mesures nouvelles 2010 (cf. décision ARS-DT54/2011/N° 10 du 25 mars 2011).

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2011.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit – 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 août 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT54/2011/91 du 1er août 2011 fixant pour l'année 2011 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : « Lits halte soins santé (LHSS) », gérés par l'association accueil et réinsertion sociale (A.R.S.) - N° FINESS : 54 001 6938

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-8, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 22 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011.

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 10 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté du 11 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour 2010 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté du 19 avril 2011 pris en application de l'article L.314-3-2 du code de l'action sociale et des familles fixant pour l'année 2011 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du même code ;

VU l'arrêté ARS n° 2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signatures du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/DGS/2011/144 du 28 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartement de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) et lits d'accueil médicalisés (LAM),

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles des LHSS, gérés par l'association accueil et réinsertion sociale (ARS) à Nancy sont fixées comme suit, à compter du 1er août 2011 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	123 670	789 216
	Groupe II : Dépenses de personnel	555 214	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	110 332	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	744 600	789 216
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 300,17	
	Groupe III : Autres produits	39 893	
	Excédent n – 2 reporté	+ 422,83	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement des lits halte soins santé (LHSS), gérés par l'association Accueil et réinsertion sociale, est fixée à 744 600 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2011 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit – 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} août 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Pour le Délégué Territorial,
Le Chef du Service VSSE,
Jérôme MALHOMME

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 121/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 883 827 € soit :

1) 2 881 791 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 624 284 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

214 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

21 490 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

235 385 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

418 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 636 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 1 400 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 122/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 493 827 € soit :

1) 1 455 601 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 284 823 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

25 545 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 210 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

139 049 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 974 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 29 954 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 8 272 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 123/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 432 453 € soit :

1) 431 943 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

362 689 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

18 251 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

50 775 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

228 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 510 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 124/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 157 097 € soit :

157 097 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

156 944 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

153 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 125/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 90 487 € soit :

90 487 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

90 487 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 126/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 064 811 € soit :

- 1) 24 264 191 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 21 066 725 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 86 762 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 025 786 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 52 251 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 32 667 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 151 572 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 649 048 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 127/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à Vandœuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 213 866 € soit :

1) 2 759 970 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 759 970 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

2) 449 440 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 4 456 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 128/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 50 749 € soit :

50 749 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

50 749 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 129/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 821 715 € soit :

- 1) 1 693 028 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 522 978 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 8 460 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 160 707 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 883 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 19 910 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 108 777 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 130/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le centre hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 451 601 € soit :

- 1) 1 410 261 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 141 858 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
29 204 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
1 639 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
235 241 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 319 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 26 208 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 15 132 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 131/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 806 392 € soit :

- 1) 2 639 518 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 368 784 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
40 445 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
226 588 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
3 701 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 143 993 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 22 881 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 132/2011 du 19 septembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2011, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 229 337 € soit :

229 337 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

150 723 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

78 492 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

122 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 346/2011 en date du 16 septembre 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - Département de la Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDÉRANT que Madame HENNEMANN-TRABUCCO désire siéger au nom de l'Association AFTC Lorraine et non plus au titre de représentante de l'Association des Paralysés de France;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire, 29 avenue du maréchal de Lattre de Tassigny – 54035 Nancy cedex établissement public de santé de ressort régional est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur André ROSSINOT, Maire de la commune de Nancy, ancien Ministre ;

- Madame Valérie LEVY-JURIN, représentante de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

- Monsieur Mathieu KLEIN, représentant du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur François LAVERGNE, représentant le conseil général de la Moselle ;

- Monsieur Christophe CHOSEROT, représentant du conseil régional de Lorraine ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Nathalie FUGER, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT et Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKY, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Monsieur Alex GORGE et Madame Miriam AUBERT, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Jean-Pierre FINANCE et Monsieur Yves KESSLER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Madame Nathalie TRABUCCO (AFTC Lorraine) et Monsieur Jean-Paul LACRESSE (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame Danièle SOMMELET, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de NANCY

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy (si cette structure existe)
- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle représentant des familles de personnes accueillies en USLD ou EHPAD (poste à pourvoir)

Pour le CHU :

- Le directeur de l'unité de formation et de recherche médicale ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 septembre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2011-309 du 23 août 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-281 en date du 3 août 2011 portant modification à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-95 en date du 7 mars 2011, portant nomination des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Titulaires	Suppléants
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (CG 54)
Arsène LUX (Pt Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Titulaires	Suppléants
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Titulaires	Suppléants
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - Vice présidente CCAS Metz)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - administrateur CMSEA)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Titulaires	Suppléants
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE	

(Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Titulaires	Suppléants
Anne-Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Titulaires	Suppléants
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Titulaires	Suppléants
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME CHU Nancy)	Gérard DELENA (Directeur des CH de Sarrebourg)
Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)
Jean Pascal PAREJA (Président de la CME CPN de Laxou)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Youl)
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean Pierre TEYSSIER (Directeur Etablissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur Etablissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres de la CARMI)
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDÉ (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAUT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
Eric FAURE (Directeur SDIS Vosges)	Hervé BERTHOUDIN (Directeur du SDIS de la Meuse)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Christine SPAHN (membre CDO Sages Femmes Moselle)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicats Interdépartemental ONSSF)
Marc AYMÉ (Président Syndicat des Chirurgiens Dentistes de Meurthe et Moselle)	Jean Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes de Moselle)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh DHUNY (RAOUL – IMG)

Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux

Titulaires	Suppléants
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE. Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 23 août 2011

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 5 septembre 2011 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième sections d'inspection du travail

SECTION D'INSPECTION D'AFFECTATION	INSPECTEURS
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Madame Alexandra CHALOYARD
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
Sixième section	Madame Safia ELMI-GANI
Septième section	Monsieur Patrick OSTER
Huitième section	/
Neuvième section	Madame Diane LEPAGE

VU les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail,

VU la décision du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine en date du 1er mars 2010 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle publiée le 1^{er} mars 2010 au recueil des actes administratifs,

VU la décision du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine en date du 1er mars 2010 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section, décision publiée le 1^{er} mars 2010 au recueil des actes administratifs,

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine ou le Directeur du Travail responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle peuvent être amenés à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

D E C I D E N T

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge, et dans la limite des intérimis dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1er : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail
- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés
 - * sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement,
 - * exposés à l'inhalation de fibres d'amiante,
 - * au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

10

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Valérie VERBEKE
Deuxième section	Monsieur Claude MONSIFROT Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ

Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sylvie TEDESCO
Sixième section	Madame Sonia GUICHARD Monsieur Patrick JULY
Septième section	Madame Florence BOURELLY Monsieur Pascal BRENON
Huitième section	/
Neuvième section	Monsieur Frédéric MOUGEOT

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision abroge celle du 03 janvier 2011.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 5 septembre 2011

L'Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section,
Martine BOUBAGRA

L'Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section,
Mickaël MAROT

L'Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section,
Marieke FIDRY

L'Inspecteur du Travail de la 7^{ème} section,
Patrick OSTER

L'Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section,
Angélique ALBERTI

L'Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section,
Alexandra CHALOYARD

L'Inspectrice du Travail de la 6^{ème} section,
Safia ELMI-GANI

L'Inspectrice du Travail de la 9^{ème} section,
Diane LEPAGE

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Décision du 20 septembre 2011 portant fermeture définitive d'un débit de tabac à Auboué

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,

VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles,

VU l'article 36 de ce décret,

CONSIDÉRANT le courrier de Mme Evelyne WERNERT du 13 juillet 2011 sollicitant l'octroi du revenu d'allocation viagère,

DECIDE

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400019P sis 10, rue Camille Cavallier à 54580 AUBOUÉ à compter du 01/05/2011.

Nancy, le 20 septembre 2011

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

Pour le Directeur Régional et par délégation,

Le Chef du PAE,
Charles BIRDEN

DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE

TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY

Recours N° 06-015 NC 54 - Désistement de la requête enregistrée le 24 mai 2006 sous le n° 06-015 NC 54 présentée par l'Association de gestion de la Maison de retraite Notre-Dame du Bon Repos de Maxéville contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 26 avril 2006 fixant la dotation globale et le forfait journalier de soins applicable pour 2006 à cet EHPAD

Au nom du peuple français,

Le Président du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy,

VU la requête enregistrée le 24 mai 2006 sous le n° 06-015 NC 54 présentée par l'Association de gestion de la Maison de retraite Notre-Dame du Bon Repos de Maxéville contre l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 26 avril 2006 fixant la dotation globale et le forfait journalier de soins applicable pour 2006 à cet EHPAD ;

VU, enregistré le 8 février 2010, l'acte par lequel l'association requérante déclare se désister de sa requête ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

APRÈS avoir examiné la requête, pris connaissance de l'ensemble des mémoires et pièces produits par les parties ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R. 351-28 du code de l'action sociale et des familles « Les présidents des tribunaux interrégionaux et de la cour nationale peuvent, par ordonnance : 1° Donner acte des désistements ; » ;

CONSIDÉRANT que le désistement susvisé est pur et simple ; que rien ne s'oppose à ce qu'il en soit donné acte ;

ORDONNE

Article 1er : Il est donné acte du désistement de la requête susvisée.

Article 2 : La présente ordonnance sera notifiée aux parties.
Nancy, le 1er août 2011

Le Président,
P. VINCENT

Contentieux n° 09-031 NC 54 - Association HOSPITALOR contre président du conseil général de Meurthe-et-Moselle (arrêté du 29 mai 2009) E.H.P.A.D. Les Lilas à Jarny

Séance N° 318 du 11 février 2011 à 14 h
Lecture en séance publique du 11 février 2011
Président : Monsieur VINCENT
Rapporteur : Monsieur FAVRET
Commissaire du Gouvernement : Madame ROUSSELLE

Au nom du peuple français,
Le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy,

VU la requête présentée par l'association HOSPITALOR, dont le siège est 40 boulevard de Lorraine à Saint-Avold (57506), représentée par son président en exercice, enregistrée le 9 septembre 2009 au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy ;

Elle demande au tribunal interrégional :

- d'annuler l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle n° 2009 DGASOL en date du 29 mai 2009 relatif aux tarifs d'hébergement et de dépendance de la maison de retraite « Les Lilas » à Jarny, en tant qu'il a augmenté de 65 000 euros le montant annuel des amortissements de subvention ;
- de rétablir les tarifs applicables à l'établissement à compter du 1er juin 2009, soit un prix de journée hébergement pour les personnes âgées de plus de 60 ans de 55,09 euros (et non de 47,41 euros), et un prix de journée hébergement pour les personnes âgées de moins de 60 ans de 50,08 euros (et non de 52,25 euros) ;

Par les moyens suivants :

- en augmentant de 65 000 euros les amortissements de subvention pour le budget de l'exercice 2009, l'autorité de tarification n'a pas respecté l'avenant à la convention de moyens signée de 27 septembre 2004, et a méconnu les principes posés aux articles 362-1 et 447/77 du Plan comptable général ;

VU le mémoire en défense, enregistré le 2 décembre 2009, par lequel le département de Meurthe-et-Moselle conclut au rejet de la requête ;

Il fait valoir que :

- la convention cadre du 24 septembre 2004 prévoit une durée de l'amortissement de 10 ans, mais elle a été modifiée par avenant du 3 mars 2005, signé par la requérante, qui prévoit que l'amortissement de la subvention sera désormais d'une durée égale à celle retenue pour l'amortissement du bien qu'elle contribue à financer ;
- la convention de moyens ne prévoyant pas le recours obligatoire au mode d'amortissement linéaire pour le calcul de la quote-part de la subvention inscrite en recettes d'exploitation du budget, l'autorité de tarification a jugé préférable d'amortir fortement la subvention les premières années de mise en service des nouveaux locaux ;
- la décision contestée a permis d'atténuer la hausse importante du tarif hébergement et d'accepter ainsi les propositions de l'établissement pour ses autres dépenses de fonctionnement, charges financières et de gestion ;

VU le mémoire en réplique, enregistré le 4 janvier 2010, par lequel l'association HOSPITALOR conclut aux mêmes fins que sa requête, par les moyens suivants :

- la réglementation comptable M22 interdit le changement de méthode d'amortissement des biens au cours des exercices de leur utilisation ;
- l'augmentation de la reprise de subvention met à mal la trésorerie de l'Association ;

VU la décision attaquée ;

VU les autres pièces du dossier ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 26 avril 1999 relatif à la composition du tarif journalier afférent aux soins, résultant du droit d'option tarifaire mentionné à l'article 9 du décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

Après avoir entendu à la séance publique du 11 février 2011 à laquelle les parties ont été dûment convoquées :

- Monsieur FAVRET, premier conseiller à la cour administrative d'appel de Nancy, rapporteur, en son rapport ;
- Madame ROUSSELLE, président de tribunal administratif et de cour administrative d'appel, commissaire du gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré

Sur les conclusions à fin d'annulation :

CONSIDÉRANT que l'association HOSPITALOR demande l'annulation de l'arrêté du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle n° 2009 DGASOL en date du 29 mai 2009 relatif aux tarifs d'hébergement et de dépendance de la maison de retraite « Les Lilas » à Jarny, en tant qu'il a augmenté de 65 000 euros le montant annuel des amortissements de subvention ;

CONSIDÉRANT toutefois que le moyen soulevé n'a pas trait à la régularité en la forme de l'arrêté attaqué, mais à son bien-fondé ; qu'ainsi les conclusions à fin d'annulation dudit arrêté ne peuvent être accueillies ;

Sur les conclusions à fin de réformation :

CONSIDÉRANT que l'association HOSPITALOR soutient qu'en augmentant de 65 000 euros les amortissements de subvention pour le budget de l'exercice 2009, l'autorité de tarification n'a pas respecté l'avenant à la convention de moyens, signée le 27 septembre 2004, qui stipule que l'amortissement de la subvention s'effectuera sur une durée égale à celle retenue pour l'amortissement du bien qu'elle contribue à financer, et a méconnu les principes posés aux articles 362-1 et 447/77 du Plan comptable général, la réglementation comptable M22 interdisant le changement de méthode d'amortissement des biens au cours des exercices de leur utilisation ;

CONSIDÉRANT, en premier lieu, que la convention cadre en date du 24 septembre 2004, liant le département de Meurthe-et-Moselle aux organismes bénéficiaires de subventions d'équipement pour la construction et l'humanisation ou la mise aux normes d'établissements accueillant des personnes âgées ou des personnes adultes handicapées, prévoyait une durée d'amortissement de la subvention de dix ans, par inscription chaque année en recettes du budget d'exploitation d'une somme égale au dixième du montant de cette subvention ; que, toutefois, l'article 6 de ladite convention a été modifié par avenant en date du 1er février 2005, signé par l'association requérante, au terme duquel l'amortissement de la subvention sera d'une durée égale à celle retenue pour l'amortissement du bien qu'elle contribue à financer, ledit avenant ne faisant par ailleurs plus référence à l'amortissement linéaire retenu par le texte initial de la convention ; que le département de Meurthe-et-Moselle a pu ainsi, sans méconnaître les termes de cet avenant, qui concerne exclusivement la durée de l'amortissement de la subvention et non le rythme auquel il s'accomplit, choisir d'amortir fortement la subvention les premières années de mise en service des nouveaux locaux, les sommes ainsi portées en recettes étant progressivement toujours plus réduites, jusqu'à amortissement complet de la subvention, au terme de la durée de vie des biens concernés ; que ce choix, non exclu par l'avenant précité, est au demeurant justifié par la volonté de l'autorité de tarification, dans l'intérêt général, d'atténuer la hausse importante du tarif hébergement de la maison de retraite « Les Lilas » à Jarny, consécutive aux coûts supplémentaires engendrés par la reconstruction du nouvel E.H.P.A.D. ;

CONSIDÉRANT, en second lieu, que les principes posés aux articles 362-1 et 447/77 du Plan comptable général et la réglementation comptable M22 ne sauraient faire obstacle à la faculté pour l'autorité de tarification de modifier la méthode d'amortissement des biens au cours des exercices de leur utilisation ;

CONSIDÉRANT, en dernier lieu, que si l'Association requérante soutient que l'augmentation de la reprise de subvention engendrerait un déficit structurel récurrent de sa trésorerie, elle ne produit aucun élément de nature à établir le bien-fondé de cette allégation ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de ce qui précède que l'association HOSPITALOR n'est pas fondée à demander l'annulation et la réformation de l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle n° 2009 DGASOL en date du 29 mai 2009, ni, par voie de conséquence, le rétablissement des tarifs applicables à l'établissement à compter du 1er juin 2009, soit un prix de journée hébergement pour les personnes âgées de plus de 60 ans de 55,09 euros, au lieu de 47,41 euros, et un prix de journée hébergement pour les personnes âgées de moins de 60 ans de 50,08 euros, au lieu de 52,25 euros ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête de l'association HOSPITALOR ne peut qu'être rejetée ;

DECIDE

Article 1er : La requête de l'association HOSPITALOR est rejetée.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à l'association HOSPITALOR et au département de Meurthe-et-Moselle.

Il sera inséré, par extraits, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Délibéré par le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans sa séance du 11 février 2011, où siégeaient Monsieur VINCENT, président, Monsieur CHABROL, Madame DUPONT-DARRAS, Monsieur BOUY, et Monsieur FAVRET, rapporteur.

Le Président,
P. VINCENT

Le Rapporteur,
J-M. FAVRET

Le Greffier,
D. SAURIN

La République mande et ordonne au ministre des solidarités et de la cohésion sociale et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

Décision DREAL 2011 - 43 du 22 septembre 2011 accordant subdélégation de signature pour les actes d'ordonnateur secondaire

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Ingénieur Général des mines,

VU la loi organique n°2001-692 du 1 août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian Gaillard de Lavernée, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense Est, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 4 janvier 2010 nommant M. Alain Liger en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine ;

VU l'arrêté SGAR n° 24 – 2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine ;

VU l'arrêté SGAR n° 2011-64 du 3 janvier 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Alain Liger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine relatif à la gestion des BOP, des UO et pour l'ordonnancement secondaire ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-49 conclue le 15 février 2010 entre le Centre Technique de l'Équipement de l'Est et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 8 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-50 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de la Moselle et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-51 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 29 novembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-52 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-53 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de la Meuse et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-54 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires des Vosges et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-56 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Interrégionale des Routes EST et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-57 conclue le 15 février 2010 entre le Service Navigation du Nord Est et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-338 conclue le 30 septembre 2010 entre la direction départementale de la protection des populations de la Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-374 conclue le 5 novembre 2010 entre la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-451 conclue le 20 décembre 2010 entre la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-452 conclue le 20 décembre 2010 entre la direction départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-85 conclue le 25 janvier 2011 entre la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-99 conclue le 11 janvier 2011 entre la direction départementale de la cohésion sociale de la Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-188 conclue le 19 avril 2011 entre la Préfecture de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-173 conclue le 2 mai 2011 entre la Préfecture de la Région Lorraine et la Préfecture de la Moselle d'une part et la DREAL Lorraine d'autre part ;
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-206 conclue le 23 mai 2011 entre la Préfecture de la Meuse et la DREAL Lorraine ;
VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-211 conclue le 27 mai 2011 entre la Préfecture des Vosges et la DREAL Lorraine ;

DECIDE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau en annexe 1 pour signer en mon nom les actes d'ordonnateur secondaire de mon service listés, pour chacun d'eux, dans le même tableau.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau en annexe 2 pour signer les actes d'ordonnateur secondaire pour le compte des services délégants desquels j'ai reçu délégation de gestion d'ordonnateur secondaire en application des conventions de gestion susvisées.

Article 3 : Afin de garantir la qualité des opérations réalisées, la délégation de signature accordée aux agents s'accompagne de la mise en place d'un contrôle interne comptable et de la mise en oeuvre des dispositions ministérielles en la matière.

Article 4 : La présente décision est exécutoire à compter de sa publication :

- au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine pour les actes concernant les délégants disposant d'une compétence à caractère régional,

- au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département correspondant pour les actes concernant les délégants disposant d'une compétence à caractère départemental.

Pour chaque cas prévu à l'alinéa précédent, l'entrée en vigueur de la présente décision emporte l'abrogation de la décision DREAL – 2011 - 33 en date du 25 juillet 2011 pour ce qu'elle concerne les mêmes actes.

Article 6 : Le responsable du pôle support intégré, le secrétaire général de la DREAL et le responsable du centre de prestations comptables mutualisées sont chargés de l'exécution de la présente décision. Elle sera notifiée au Préfet de la Région Lorraine, au Préfet de la Moselle, au Préfet de la Meuse, au Préfet de Meurthe et Moselle, au Préfet des Vosges, à l'autorité chargée du contrôle financier et au comptable assignataire.

Metz, le 22 septembre 2011

Pour le Préfet de la région Lorraine,
Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
A. LIGER

Les annexes peuvent être consultées auprès de la DREAL Lorraine, 2 rue A. Fresnel, 57000 Metz

RECTORAT

SECRETARIAT GENERAL

Service des affaires juridiques et contentieuses

Arrêté de délégation Rectorale de signature du 28 septembre 2011 à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle

Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz,

VU le décret du 09 avril 2009 nommant monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'académie de Nancy-Metz ;
VU le décret du président de la République en date du 07 mai 2009 nommant monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 10 septembre 2010 nommant madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi d'inspectrice d'académie adjointe de Meurthe et Moselle ;
VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2011 nommant et détachant monsieur David-Olivier COMTE, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe et Moselle, à compter du 02 mai 2011.

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1 - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'éducation.

1.1 - Au niveau départemental : gestion des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ainsi que des CAP et BEP ponctuels.

1.2- Au niveau académique : organisation et sujets des examens des niveaux IV et V (CAP-BEP - MC – baccalauréats professionnels) désignation des jurys, déroulement des épreuves, (y compris l'EPS en contrôle en cours de formation), établissement des diplômes, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles ainsi que le concours général des lycées et des olympiades de mathématiques et de géo-sciences.

2. - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

- Gestion des professeurs des écoles stagiaires.

Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à l'organisation des concours dans les conditions prévues par les arrêtés du 18 octobre 1991, à la nomination, à l'affectation dans un département de l'académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, à l'autorisation de prolongation de stage.

3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur .

3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'inspecteur d'académie ou du « chef de service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique .

3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.

3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence .

4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés sous contrat (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).

- Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés sous contrat du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

Article 2 : Pour l'application du décret n° 65-845 du 04 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'État, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 03 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale et de l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-48 en date du 03 janvier 2011 portant délégation de signature à monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'académie de Nancy-Metz relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles,

et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, subdélégation de signature est donnée à monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires : des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et de l'enseignement privé sous contrat; des assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaire des enfants handicapés ainsi que des intervenants en langues étrangères dans les écoles élémentaires.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe PICOCHÉ, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par :

- Madame Christine DODANE-BEGUE- Inspectrice d'académie adjointe

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe PICOCHÉ et de madame Christine DODANE-BEGUE, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par :

- Monsieur David-Olivier COMTE - Secrétaire général de l'inspection académique

Article 4 : Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle. A compter de la date de sa signature, il sera affiché au rectorat de l'académie de Nancy-Metz ainsi qu'à l'inspection académique de Meurthe et Moselle pendant quinze jours.

Nancy, le 28 septembre 2011

Le Recteur,
Jean-Jacques POLLET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Décision du 29 août 2011 portant délégation de signature à Mme Evelyne MICHEL, déléguée départementale de l'action sociale du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat

Le directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale de Meurthe et Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU la note n° 78020 du directeur de la comptabilité publique en date du 28 octobre 1991 relative aux modalités de gestion des crédits déconcentrés d'action sociale ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics ;

VU l'arrêté ministériel du 14 juin 2001 modifié par l'arrêté du 9 novembre 2007, instituant des régies d'avances auprès des directions départementales des services fiscaux pour le compte de la direction des personnels et de l'adaptation de l'environnement professionnel du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (action sociale) ;

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2002 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale ;

VU le décret n° 2004-374 en date du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT en qualité de Préfet de Meurthe et Moselle;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 portant nomination de Mme Evelyne MICHEL en qualité de déléguée de l'action sociale du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État pour le département de Meurthe et Moselle;

VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 13 janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT en qualité de directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté n°11 OSD 13 de M. le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à M. Xavier HUMBERT, directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle;

VU la nomenclature d'exécution du budget général de l'État au titre de la loi de finances pour 2010 ;

D E C I D E

Article 1er : Mme Evelyne MICHEL, déléguée départementale de l'action sociale pour le département de Meurthe et Moselle et en son absence, Mme Nathalie PAGES, assistante de délégation, sont personnellement et individuellement habilitées à signer tous les actes d'engagement juridique et à constater le service fait pour les dépenses du programme 318 « conduite et pilotage des politiques économique et financière » du budget opérationnel de programme « action sociale - hygiène et sécurité », de la sous-action 11 - action sociale (titres 2, 3, 5 et 7) et de la sous-action 12 - hygiène et sécurité - Prévention médicale (titres 3 et 5), sauf en ce qui concerne les frais de déplacement de la déléguée, les aides pécuniaires et les prêts sociaux qui ne doivent être signés que par la déléguée elle-même.

Article 2 : Cette autorisation ne confère pas à Mme MICHEL, déléguée départementale de l'action sociale du département de Meurthe et Moselle, la qualité d'ordonnateur secondaire.

Article 3 : Le directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle et la déléguée de l'action sociale pour le département de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 août 2011

Le directeur du pôle pilotage et ressources
de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Xavier HUMBERT

Décision du 29 août 2011 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n° 210-687 du 24 juin 2010 ;

VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 13 Janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources ;
VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2011 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à M. Xavier HUMBERT, Administrateur des finances publiques ;
VU l'article 3 de l'arrêté précité autorisant M. Xavier HUMBERT à déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;
VU l'arrêté du 21 juillet 2010 portant promotion, intégration, détachement et affectation en qualité d'administrateur des finances publiques de M. Xavier HUMBERT au sein de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à partir du 1er septembre 2010 ;

ARRETE

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier HUMBERT, la délégation qui lui est conférée par arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 22 août 2011, sera exercée par :

- M. HUMBERT Jean-Luc, Administrateur des finances public adjoint,
 - M. DERHAN Marc, Inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe,
 - Mme ROMAIN Sylvie, Inspecteur divisionnaire des finances publiques.
- Nancy, le 29 août 2011

L'administrateur des finances publiques,
Xavier HUMBERT

SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - Arrêté de délégation de signature du 29 août 2011

VU l'article 1723 ter O B du code général des impôts.

VU le décret n° 2008- 1283 du 8 décembre 2008 relatif au commissionnement des personnes auprès desquelles sont payées les taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules et aux modalités de recouvrement de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement de ces certificats.

ARRETE

Article 1er : Mme Françoise NOITON, administrateur général des finances publiques, directrice départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle, donne délégation à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, pour signer toutes conventions relatives au commissionnement des professionnels du commerce de l'automobile par l'administration des finances, dans les conditions prévues par l'article 1723 ter O B du code général des impôts¹ et par l'article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008² pris pour son application, ainsi que toutes décisions unilatérales de refus ou de retrait du commissionnement.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël BARTOLT, cette délégation de signature est donnée à M. François MALHANCHE, Secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, cette délégation de signature est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, cette délégation est consentie à Mme Laurence PIEKARSKI, chef du bureau des usagers de la route, à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément.

Article 3 : La directrice départementale des finances publiques et le préfet de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au secrétaire général de la préfecture, à la directrice des libertés publiques, au chef du bureau des usagers de la route et à son adjointe, et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 29 août 2011

Le directeur départemental des finances publiques,
Françoise NOITON

1) Article 1723 ter O B du code général des impôts :

Le paiement des taxes mentionnées aux articles 1599 quinquies, 1635 bis M et 1635 bis O est effectué soit directement à l'administration, soit auprès des personnes, titulaires d'une commission délivrée par l'administration des finances, qui transmettent à l'administration les données relatives aux demandes d'immatriculation des véhicules donnant lieu au paiement de ces taxes.

(2) Article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 portant application de l'article 1723 ter O B du code général des impôts :

L'administration des finances compétente pour délivrer la commission visée à l'article 1723 ter-O B du code général des impôts aux professionnels visés à l'article 1er communique au préfet sa décision d'agrément ou de refus d'agrément, prise en fonction du respect ou non de la condition fixée par ce même article.

Lorsque la décision prise par l'administration des finances est une décision d'agrément, le préfet ayant pouvoir d'habiliter ces professionnels à participer aux opérations d'immatriculation de véhicules terrestres à moteur signe avec eux une convention d'agrément.

En cas de refus d'agrément, le préfet susnommé notifie la décision prise par l'administration des finances aux professionnels intéressés.

Décision de délégation de signature du 2 septembre 2011

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques

VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU le décret du 17 décembre 2009 portant nomination de Mme Françoise NOITON, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 5 mars 2010 fixant au 31 mars 2010 la date d'installation de Mme Françoise NOITON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

DELEGATIONS GENERALES

Article 1er : Délégation générale de signature est donnée à :

Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Monsieur Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques et à Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques.

Ceux-ci reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seuls ou concurremment avec moi, sous réserve des dispositions de l'article 2, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent ;

Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

Article 2 : Sont exclus du champ de la délégation accordée à M. Xavier HUMBERT, tous les actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 11 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié.

Article 3 : Reçoivent pouvoirs de me représenter dans les différentes commissions, de se remplacer mutuellement et, en l'absence de l'administrateur général et des administrateurs des finances publiques, les mêmes pouvoirs, dans les mêmes conditions d'exercice, sans toutefois que l'empêchement puisse être invoqué par les tiers ou opposé à eux :

Monsieur Christophe DUCHENE, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des particuliers et des amendes,

Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,

Monsieur Laurent TOUSSAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable du pilotage des affaires juridiques et du contentieux,

Madame Nicole BENOIT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,

Monsieur Michel ROUSSEAU, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la comptabilité et des autres opérations de l'Etat, des dépôts et services financiers, des produits divers,

Monsieur Philippe BAUER, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage de France Domaine,

Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la gestion des ressources humaines et de la formation,

Monsieur Jean-Luc HUMBERT, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique,

Monsieur Marc DERHAN, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,

Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

DELEGATIONS SPECIALES

Article 4 : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à

1 - Pour la mission de maîtrise des risques

Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques

Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable

2 - Pour la mission d'audit

Reçoivent procuration pour procéder aux remises de services lors des changements de comptables, d'agents comptables et de régisseurs de l'Etat ou des collectivités, signer les procès-verbaux et notes, documents et lettres d'envoi, demandes de renseignements relatives à leurs attributions

Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal des finances publiques, auditeur

Madame Mireille GOUSSARD, inspecteur principal des finances publiques, auditrice

Monsieur Yann LE-SAINT, inspecteur principal des finances publiques, auditeur

Monsieur Julien REMY, inspecteur principal des finances publiques, auditeur

Madame Claire STREBLER, inspecteur principal des finances publiques, auditrice

Mademoiselle Stéphanie DREUX, inspecteur des finances publiques, assistante auditrice

3 - Pour le secrétariat général et la communication

Monsieur Jean-Luc MANNEVILLE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, secrétaire général, chargé de communication.

En cas d'empêchement,

Madame Catherine VIEUX-MELCHIOR, contrôleur principal des finances publiques

4 - Pour la mission politique immobilière de l'Etat

Reçoit procuration pour signer tous documents relatifs à la politique immobilière de l'Etat et me représenter dans cette mission

Monsieur Jean-Pierre BEAUX, inspecteur divisionnaire des finances publiques

5 - Pôle gestion fiscale

Pour la Division Fiscalité des particuliers, missions foncières et patrimoniales et amendes :

Monsieur Christophe DUCHENE, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des particuliers et des amendes,

Madame Nathalie SAULNIER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de l'équipe recouvrement

Madame Myriam NAUMANN, inspecteur des finances publiques, chargée des missions d'assiette

Madame Chrystelle MONTGAILLARD, inspecteur des finances publiques,

Mesdames Isabelle VICHARD et Agnès BOURGON, inspecteurs des finances publiques, chargées de la mission recouvrement.

En cas d'empêchement :

Madame Pierrette COLIN, contrôleur des finances publiques

Elles sont autorisées à agir en justice et effectuer des déclarations de créances

Pour la Division fiscalité des professionnels – contrôle fiscal – contribution à l'audiovisuel public :

Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,

Madame Annie LECHNER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la contribution à l'audiovisuel public,

Madame Gwenaëlle CARRIOT, inspecteur des finances publiques, chargée des missions d'assiette et de recouvrement,

Mesdames Marie-Annick LEJAY, Claude SIMEURT, Francine BERGER-SCHENATO, Anne MICHEL, inspecteurs des finances publiques, chargées de la mission de contrôle fiscal.

En cas d'empêchement :

Madame Martine NOEL, contrôleur principal des finances publiques,

Madame Sylvie ZUNINO, contrôleur des finances publiques.

Reçoivent procuration pour signer tous les courriers et pièces afférents aux missions de contrôle de la contribution à l'audiovisuel public, concernant les particuliers, les professionnels et les vendeurs de télévision ou dispositifs assimilés, ainsi que les dossiers afférents au surendettement en matière de contribution à l'audiovisuel public.

Monsieur Guy ROUMANET, contrôleur principal des finances publiques,

Mesdames Elizabeth BANAZIAK, et Elizabeth HELLE, contrôleurs des finances publiques.

Pour la Division Affaires juridiques - contentieux :

Monsieur Laurent TOUSSAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable du pilotage des affaires juridiques et du contentieux,

Monsieur Jean-Marc FRANCOIS, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable en charge du pilotage des affaires juridiques et du contentieux

Mesdames Isabelle HENRY-GAZEILLES, Myriam BERTAUD, Stéphanie CHAUMET, Maria LEONARDI et Bénédicte CRENN, inspecteurs des finances publiques, rédactrices,

Messieurs Christian HAJCZAK, Patrick HOUSSEMAND, Didier PUILLE, Philippe STEPLER, inspecteurs des finances publiques, rédacteurs.

En cas d'empêchement :

Mesdames Lisette ZIEGLER, Sabine BARBOSA et M. Claude MONTIGNEAUT, contrôleurs des finances publiques.

6 - Pôle gestion publique

Pour la Division Dépense – Produits divers - Comptabilité et opérations de l'Etat

Monsieur Michel ROUSSEAU, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la comptabilité et des autres opérations de l'Etat, des dépôts et services financiers, des produits divers,

- Service Dépense de l'Etat

Reçoivent procuration pour signer les notes, documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejet relatifs aux attributions de leur service les récépissés, déclarations de recettes, reconnaissances de dépôts de valeurs, les certifications de règlement sur les mandats, sur les ordres de paiement et tous documents comptables, les extraits d'opposition et certificats de non-opposition, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont la liste suit :

Madame Eliane GRANIE, inspecteur divisionnaire des finances publiques

Monsieur Vincent TOLDRE, inspecteur des finances publiques, chef du service « dépenses »

En cas d'empêchement :

Madame Marie-Christine JUHEL, contrôleur principal des finances publiques

Madame Martine FROST, contrôleur principal des finances publiques

Madame Nadine THOUVIGNON, contrôleur principal des finances publiques

- Service Produits divers

Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur des finances publiques, chef du service recouvrement produits divers

En cas d'empêchement

Madame Jacqueline BIGEREL, contrôleur principal des finances publiques

Madame Agnès PREBAY, contrôleur des finances publiques.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7) à M. Jean OILLET, agent d'administration.

- Service "Dépôts et Services Financiers - Pôle Interrégional des Consignations"

Reçoivent procuration pour signer les notes, documents ordinaires de service, les récépissés, déclarations de recettes, reconnaissances de dépôts de valeurs, les certifications de règlement sur les mandats, sur les ordres de paiement et tous documents comptables, les extraits d'opposition et certificats de non-opposition, les chèques et ordres de virement sur la Banque de France, les chèques et avis de visa, les chèques sur le Trésor, les ordres de paiements et autorisations de paiement pour mon compte dans d'autres départements, les virements par signature électronique, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont la liste suit :

Mademoiselle Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers

Mademoiselle Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations ;

En cas d'empêchement

Madame Annie AUBERT, contrôleur principal des finances publiques, pour tous les actes relevant de la Caisse des Dépôts et des Dépôts de Fonds Trésor ;

Madame Evelyne ROQUES, contrôleur principal des finances publiques, pour tous les actes relevant des Dépôts de Fonds Trésor ;

Madame Annette KIEFFER, contrôleur principal des finances publiques, pour tous les actes relevant du Pôle Interrégional des Consignations ;

Monsieur Bertrand FLOC'H, contrôleur des finances publiques, pour tous les actes relevant du Pôle Interrégional des Consignations.

- Service Comptabilité

Madame Claire BERTRAND, inspecteur des finances publiques, chef du service comptabilité.

En cas d'empêchement

Madame Maryse DE DONATO, contrôleur principal des finances publiques

Monsieur Bernard LAROSE, contrôleur des finances publiques

Mademoiselle Marie-France BIEHLER, et Monsieur Patrick REVEL-MOUROZ, agents d'administration principaux des finances publiques, pour la délivrance de déclarations de recettes.

Pour la Division Collectivités locales – Missions économiques

Madame Nicole BENOIT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,

Reçoivent procuration pour signer les états fiscaux, les comptes de gestion, les bordereaux de transmission, les demandes de renseignements, les accusés de réception, les récépissés et reçus divers, les lettres d'envoi et autres documents concernant l'ensemble des services constituant la division secteur public local et mission économique, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont les noms suivent :

Madame Bénédicte OLLIER, inspecteur des finances publiques, chargée de mission animation et expertise

Mademoiselle Emilie HECKLER, inspecteur des finances publiques, chargée de mission animation et expertise

Monsieur Vincent SEYVE, inspecteur des finances publiques, chargé de mission

Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des finances publiques, chef du service de la fiscalité directe locale

Mademoiselle Nathalie ALBERT, inspecteur des finances publiques chargée de mission animation et expertise

Monsieur Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur des finances publiques, chargé de mission « affaires économiques »

Madame Odile GAMBETTE, inspecteur des finances publiques, chargé de mission « affaires économiques »

En cas d'empêchement :

Messieurs Pascal AUBERT et Fabrice ARNET, contrôleurs principaux des finances publiques

Madame Nicole HENRY, contrôleur des finances publiques

*7- Pôle pilotage et ressources**Pour la Division Budget, logistique, immobilier, informatique*

Monsieur Jean-Luc HUMBERT, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique,

Monsieur Nicolas PFOHL, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé du budget, de la logistique, de l'immobilier, et de l'informatique

Monsieur Gilles FLUCK, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé du budget, de la logistique, de l'immobilier, et de l'informatique

Monsieur Stéphane GAYRAUD, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité.

Monsieur Stéphane LAMBERT, inspecteur des finances publiques, adjoint chargé de l'informatique

En cas d'empêchement

Madame Martine HOUSTLER, contrôleur principal des finances publiques

Messieurs Olivier LAURENT et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques

Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur des finances publiques.

Pour la Division Gestion Ressources Humaines

Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage de la gestion des ressources humaines et de la formation,

Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des finances publiques, conseiller ressources humaines

En cas d'empêchement

Monsieur Jean-Pierre MERCIER, Monsieur Luc SCHEFFMANN et Madame Céline HERVEUX contrôleurs principaux des finances publiques

Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des finances publiques

Monsieur Ludovic MENU, inspecteur des finances publiques, responsable de la formation professionnelle et des concours

En cas d'empêchement

Monsieur Francis NOEL et Madame Nicole LABRUSSE, contrôleurs des finances publiques.

Madame Michèle CHAUVILLE pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social

Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service

Monsieur Marc DERHAN, inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,

Madame Nicole ARCIER, inspecteur des finances publiques, adjointe à la stratégie, contrôle de gestion, qualité de service.

Article 5 : La présente décision prend effet le 1er septembre 2011. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 2 septembre 2011

L'administrateur général des finances publiques,
directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté du 5 septembre 2011 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

VU le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret du 17 décembre 2009 portant nomination de Mme Françoise NOITON, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Article 1er : M. Philippe BAUER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, M. Jean-Marie LANG, inspecteur divisionnaire des finances publiques et Mme Isabelle BURNEL, inspecteur des finances publiques sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 31 mars 2010.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 5 septembre 2011

L'administrateur général des finances publiques,
directeur départemental des finances publiques,
Françoise NOITON

Arrêté du 5 septembre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise NOITON, administrateur des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005,

le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet du département de la Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

VU la décision en date du 5 mars 2010 du directeur général des finances publiques nommant Mme Françoise NOITON en qualité de directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle.

VU l'arrêté préfectoral n° 11 BI-20 portant délégation de signature à Mme Françoise NOITON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise NOITON, il est donné subdélégation de signature à l'effet de signer les décisions, contrats, conclusions, mémoires et d'une façon générale, tous les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat ainsi que dans les conventions d'utilisation des immeubles de l'Etat par ces mêmes services.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. 1 à 5 du décret 2008-1298 du 1 ^{er} décembre 2008. Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.

4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006 Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006
10	En matière de « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

aux agents de la Direction départementale des finances publiques dont les noms suivent :

En ce qui concerne l'ensemble des attributions (sous les n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10) :

M. Jean-Marie ZIMMERMANN, Administrateur des finances publiques,

M. Xavier HUMBERT, Administrateur des finances publiques,

M. Philippe BAUER, inspecteur divisionnaire des finances publiques, encadrant France Domaine.

En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 6, 7 et 9 :

Mme Valérie GUYOT, Inspecteur des finances publiques, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'Etat et 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'Etat.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 9 :

M. David de BEAUMONT, inspecteur des finances publiques,

Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Sylviane ROSSIGNOL, Véronique RONCHARD, contrôleuses des finances publiques,

MM. Stéphane OTTENWAELETER et Raphaël LOGEL, contrôleurs des finances publiques.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 :

Mmes Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices des finances publiques,

MM. Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER, Jean-Marc WARIS, M. Georges ROUSSE,

M Patrick KREMER et M Thierry BRAUN inspecteurs des finances publiques,

MM. Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs des finances publiques.

Sont exclues de cette subdélégation les affaires réservées par la Direction pour des motifs d'opportunité. Ces affaires pourront être signées, en cas d'absence de Mme Françoise NOITON, par Messieurs Jean-Marie ZIMMERMANN et M. Xavier HUMBERT.

La signature du délégataire sera précédée de la mention « pour la direction départementale des finances publiques ».

Article 2 : Le préfet et le Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques. Cet arrêté sera affiché dans les locaux de la Direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,
L'administrateur général des finances publiques,
directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Françoise NOITON

Arrêté de conservation cadastrale du 16 septembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de Madame le Directeur Départemental des Finances Publiques ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les opérations de conservation cadastrale, concourant à la mise à jour des bases des impôts directs locaux, des diverses taxes assimilées et à l'actualisation du plan cadastral, seront effectuées dans l'ensemble des communes du département pour la période du 01/01 au 31/12/2012.

La programmation, l'exécution et le contrôle des opérations de conservation cadastrale seront assurés par la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Les périodes d'intervention en commune et l'identité des agents chargés des travaux, seront portées à la connaissance préalable du Maire au moins 15 jours avant la date des opérations.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie au moins 10 jours avant le début des travaux pour information des administrés.

Article 4 : Les agents chargés des opérations de conservation cadastrale, dûment accrédités, peuvent être amenés à réaliser, dans le respect des dispositions légales, des travaux topographiques dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire des communes du département. Ces agents devront être porteurs d'une ampliation du présent arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Finances Publiques et les Maires du département sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SECRETARIAT GENERAL

Arrêté n° 2011/DDT/SG/009 du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le Directeur Départemental des Territoires, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.82 du 22 août 2011, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur Jean-Luc JANDEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 303 ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 à A2 c5 ;

- A5 i1 à A5 i6 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a6, A4 b3 à A4 b25 ;

- A5 a2 ;

Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;
- 121 ;

Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Thierry BONNAUD, Brigitte BOULANGER, Pascal CAMPANER, Audrey DONNOT, Ghislaine DOSSOU, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Danièle HALLY, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Christelle HURNI, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Myriam MATHIS, Patrick MENOUX, Christophe MOQUILLON, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Michel TALLET, Nicolas TOQUARD, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMEN, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A5 a2, A5 a3 ;

Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a0 (pour les congés annuels) ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a0 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5 b5 ;

- A5 g1 (sauf pour Brigitte LAURENT) ;

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIDIER, Françoise LAUNAY, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAYBOIS, Denis RUNDSTADLER, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Michèle VIARD, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires transversales et contentieux », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A8 a1, A8 a2 ;

Monsieur Eddy SABANOVIC, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A4 b19 ;

Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

- A6 a2 à A6 a5 ;

Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
- A6 a1 ;

Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité « gestion de proximité » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a0 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a19 à A1 a21, A1 a26, A1 a35 ;
- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Madame Audrey DONNOT, chargée de l'unité « performance et gestion financière » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :

- par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;

en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :

- par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :

- par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n°2011/DDT/SG/008 en date du 25 août 2011 est abrogé.

Article 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté DDT/AFC/Association Foncière/2011/342, du 13 septembre 2011, portant dissolution de l'association foncière de Millery

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 1987 portant institution d'une association foncière dans la commune de MILLERY ;

VU la délibération du 28 septembre 2010 du bureau de l'association foncière de MILLERY décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 20 octobre 2010 du conseil municipal de MILLERY acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de Nancy le 24 février 2011 ;

CONSTATANT que l'association foncière de MILLERY n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de MILLERY est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de MILLERY est transféré à la commune de MILLERY qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de MILLERY sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de MILLERY.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MILLERY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/347, du 12 septembre 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de Saint-Julien-les-Gorze

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 1990 portant institution de l'association foncière de SAINT-JULIEN LES GORZE ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de SAINT-JULIEN LES GORZE en date du 30 mars 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de SAINT-JULIEN LES GORZE en date du 12 mai 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de SAINT-JULIEN LES GORZE ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 1er septembre 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SAINT-JULIEN LES GORZE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 12 mai 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SAINT-JULIEN LES GORZE, adressé au président de l'association foncière de SAINT-JULIEN LES GORZE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 12 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision DDT54/AFC/n° 357, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Norroy-le-Sec - Mairy-Mainville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3263

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/05/2011 par l'EARL DES MESANGES (Monsieur GUILLON Mathieu) à VIGY concernant 23,46 ha situés à NORROY LE SEC et
MAIRY MAINVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 08/09/2011 sur la demande précitée,
CONSIDÉRANT que la nature de l'opération décrite dans la demande déposée ne correspond pas au projet de modification de la société envisagé et qu'une nouvelle demande doit, par conséquent, être déposée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES MESANGES, composé de Monsieur GUILLON Mathieu, n'est pas autorisé à exploiter 23,46 ha (MAIRY MAINVILLE les parcelles ZB 039, 040- ZC 036 - ZH 016, 017, 026,027, 032, 033, 053, 068, 088, 089 – NORROY LE SEC les parcelles ZE 008, 009) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL DES MESANGES (Monsieur GUILLON Mathieu).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur GUILLON Mathieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NORROY LE SEC et MAIRY MAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 12 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision DDT54/AFC/n° 358, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clémery - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3267

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/06/2011 par le GAEC DE LA GLACIERE (Monsieur et Madame NOIROT Fabrice et Claudine) à CLEMERY ; la motivation et le résultat étant l'entrée comme associée de Mme PAIX Virginie au sein du GAEC,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 08/09/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DE LA GLACIERE, composé de Monsieur et Madame NOIROT Fabrice et Claudine, est autorisé à intégrer Madame PAIX Virginie au sein du GAEC.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA GLACIERE (Monsieur et Madame NOIROT Fabrice et Claudine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame NOIROT Fabrice et Claudine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CLEMERY pour affichage.

Nancy, le 12 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision DDT54/AFC/n° 359, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Avril - Trieux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3268

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/07/2011 par l'EARL POEURY (Madame POEURY Michèle) à TRIEUX concernant 58,41 ha situés à AVRIL et TRIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement avec intégration de M. POEURY Rémy comme associé
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 08/09/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL POEURY, composé de Madame POEURY Michèle, est autorisé à exploiter 58,41 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL POEURY (Madame POEURY Michèle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame POEURY Michèle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'AVRIL et TRIEUX pour affichage.

Nancy, le 12 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision DDT54/AFC/n° 360, du 12 septembre 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landecourt - Einvaux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3271

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/07/2011 par la SCEA LES MAGATTES (Madame CHRISTINY Jeanne-Marie) à MORIVILLER concernant 10,48 ha situés à LANDECOURT et EINVAUX ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat de Mme CHRISTINY et création de la SCEA LES MAGATTES
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 08/09/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : La SCEA LES MAGATTES, composée de Madame CHRISTINY Jeanne-Marie, est autorisée à exploiter 10,48 ha (EINVAUX les parcelles ZB 0063 - ZE 0129 - LANDECOURT les parcelles ZE 0071) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA LES MAGATTES (Madame CHRISTINY Jeanne-Marie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame CHRISTINY Jeanne-Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANDECOURT et EINVAUX pour affichage.

Nancy, le 12 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.*
L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.*

Arrêté DDT/AFC/Association Foncière/2011/364, du 20 septembre 2011, portant dissolution de l'association foncière de Flavigny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 février 1989 portant institution d'une association foncière dans la commune de FLAVIGNY ;
VU la délibération du 14 septembre 2004 du bureau de l'association foncière de FLAVIGNY décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;
VU la délibération du 13 mai 2009 du conseil municipal de FLAVIGNY acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;
VU l'acte administratif publié aux hypothèques de Nancy le 30 juin 2009 et l'attestation rectificative du 20 août 2009 ;
CONSTATANT que l'association foncière de FLAVIGNY n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans, attestation du 05 septembre 2011, et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de FLAVIGNY est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de FLAVIGNY est transféré à la commune de FLAVIGNY qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de FLAVIGNY sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de FLAVIGNY.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FLAVIGNY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté préfectoral DDT/AFC/Association foncière/2011/350, du 12 septembre 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de CHAMBLEY BUSSIÈRES -

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
 VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 1996 portant institution de l'association foncière de CHAMBLEY-BUSSIÈRES ;
 VU la proposition du bureau de l'association foncière de CHAMBLEY-BUSSIÈRES en date du 19 juillet 2011 ;
 VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de CHAMBLEY-BUSSIÈRES en date du 23 août 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
 VU les statuts de l'association foncière de CHAMBLEY-BUSSIÈRES ;
 VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 1er septembre 2011 ;
 SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de CHAMBLEY-BUSSIÈRES, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 23 août 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de CHAMBLEY-BUSSIÈRES, adressé au président de l'association foncière de CHAMBLEY-BUSSIÈRES, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 16 septembre 2011

Pour le préfet, et par délégation,
 La sous-préfète de Briey,
 Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté préfectoral n° 2011/DDT54/AFC/368 du 22 septembre 2011 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2011 jusqu'au 30 septembre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et notamment l'article L 411-11 modifié,
 VU la loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010,
 VU le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et ses composantes,
 VU l'arrêté du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche du 20 juillet 2011 constatant pour 2010 l'indice national des fermages,
 VU l'arrêté préfectoral DDAF-2001-401 du 23 octobre 2001 fixant le calcul des fermages afférents aux baux des terrains viticoles,
 VU l'arrêté préfectoral n° 2001/400 du 8 novembre 2001 portant application des dispositions du statut du fermage pour le département de Meurthe-et-Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 05 août 2009 fixant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation dans un bail rural,
 VU l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 fixant le barème de location des bâtiments d'exploitation agricole,
 VU l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/368 du 19 octobre 2010 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2010 jusqu'au 30 septembre 2011,
 SUR proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1er : Valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères et des bâtiments d'exploitation

1) L'indice national des fermages :

L'indice national des fermages s'établit pour 2011 à la valeur de 101,25.

Cet indice est applicable pour les échéances à régler à compter du 1er octobre 2011 jusqu'au 30 septembre 2012.

La variation de cet indice est de + 2,92 %.

2) Les terres nues :

Les articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 déterminent les fourchettes locatives par régions naturelles agricoles et par catégories de terres.

A compter du 1er octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2012, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale EURO/ha/an	Valeur maximale EURO/ha/an
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	97,49	111,62
	Moyenne	62,72	97,49
	Inférieure	45,94	62,72
Woëvre et Haye	Supérieure	90,05	107,17
	Moyenne	59,79	93,05
	Inférieure	42,89	59,79

Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	89,21	104,74
	Moyenne	56,84	89,21
	Inférieure	40,96	56,84

3) Les cultures maraîchères :

L'article 8 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 fixe les critères de détermination du loyer des cultures maraîchères.

A compter du 1er octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2012, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

- minimum : 578,36 Euro/ha/an
- maximum : 925,36 Euro/ha/an

4) Les bâtiments d'exploitation :

Les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 déterminent les différentes catégories de bâtiments de stockage et d'élevage.

A compter du 1er octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2012, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Bâtiment de stockage	
Première catégorie :	De 1,62 € à 2,03 € le m²/an
Deuxième catégorie	De 1,06 € à 1,62 € le m²/an
Troisième catégorie	De 0,35 € à 0,71 € le m²/an
Quatrième catégorie	De 0,35 € à 0,36 € le m²/an

Bâtiment d'élevage	
Première catégorie :	De 1,62 € à 2,03 € le m² couvert/an De 0 € à 0,54 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.
Deuxième catégorie	De 1,06 € à 1,62 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,54 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.
Troisième catégorie	De 0,54 € à 1,06 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,54 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.
Quatrième catégorie	0,54 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,54 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an.

5) Durée du bail

Pour les baux d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

- + 3 % pour les baux de 12 ans
- + 5 % pour les baux de 15 ans
- + 23 % pour les baux de 18 ans
- + 27 % pour les baux de 25 ans

Article 2 : Valeurs locatives des baux viticoles

1) Les baux viticoles en monnaie

A compter du 1er octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2012, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1) de l'article 1, sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

- Baux à vignes : minimum : 973,34 Euro/ha/an
maximum : 1946,65 Euro/ha/an
- Terres à vignes : minimum : 417,15 Euro/ha/an
maximum : 695,25 Euro/ha/an

2) Les baux viticoles en quantité de denrée

A compter du premier octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2012, le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul est fixé à 109,10 euros.

3) Durée du bail

Pour les baux à vigne d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

- + 3 % pour les baux de 12 ans
- + 5 % pour les baux de 15 ans
- + 23 % pour les baux de 18 ans
- + 27 % pour les baux de 25 ans

Article 3 : Valeurs locatives des bâtiments d'habitation

1) L'indice de référence des loyers :

L'indice de référence des loyers publié par l'institut national de la statistique et des études économiques s'établit à 119,69 au premier trimestre 2011 (journal officiel du 16 avril 2011). La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 1,60 %

2) Valeurs locatives :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 5 août 2009 détermine les loyers des bâtiments d'habitation par catégories définies selon deux types de critères :

- l'importance du logement,
- des éléments correcteurs, tels que l'état d'entretien et de conservation des logements, leur confort et leur situation par rapport à l'exploitation.
- L'importance du logement :

A compter du premier octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2012, le loyer mensuel au m² actualisé par l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE mentionné au 1), est fixé comme suit :

- Jusqu'à 150 m², le prix est de 3,89 €/m²/mois,
- Entre 151 et 200 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,82 €/m²/mois,
- Entre 201 et 250 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,67 €/m²/mois,
- Les éléments correcteurs :

Au loyer au m² déterminé ci-dessus, un coefficient global compris entre 0,2 et 1,15 est appliqué afin de tenir compte des éléments correcteurs tels que définis par l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/372.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et

dont une ampliation sera adressée aux membres de la commission consultative départementale des baux ruraux, aux présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au président de la chambre des notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 septembre 2011

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Aménagement foncier

Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/351 du 12 septembre 2011 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Pettonville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
10

VU le Code Rural – Livre 1er (nouveau) – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;
VU la Loi n° 93-24 du 08/01/1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;
VU le décret n° 95.88 du 27/01/1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29/03/1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03/01/1992 sur l'Eau ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 06/12/2005 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;
VU les décisions de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séances du 29/06/2010 et 05/10/2010
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de PETTONVILLE
- Sections ZB – ZC – ZD - ZE
Territoire de la commune de HABLAINVILLE
- Section YB
Territoire de la commune de HERBEVILLER
- Section YC
Territoire de la commune de RECLONVILLE
- Sections YA
Territoire de la commune de VAXAINVILLE
- Sections YA

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de PETTONVILLE le 16 septembre 2011 sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière de remembrement et la commune de PETTONVILLE sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

Tous les travaux d'entretien des cours d'eau seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non (dessouchage des arbres et arbustes situés dans le lit mineur), élagage ou recepage de la végétation des rives. Tout obstacle gênant l'écoulement des eaux sera enlevé mais la ripisylve existante sur les rives sera maintenue.

Les travaux d'entretien des différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Des ouvrages de franchissement de cours d'eau seront créés. Le positionnement longitudinal de ces ouvrages (pente et calage du coursier) devra être adapté de façon à garantir la continuité écologique ; pour cela, le radier devra être situé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et être recouvert d'un substrat de même nature que celui-ci. De plus, un aménagement d'un lit d'étiage de façon à garantir une lame d'eau suffisante à l'étiage devra être réalisé.

Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création d'ouvrages de franchissement de cours d'eau, et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - * par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - * par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers ;
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité.

Le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus lors du démarrage de ces travaux.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : Le sous préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, le maire de PETTONVILLE, les maires de HABLAINVILLE, HERBEVILLER, RECLONVILLE et VAXAINVILLE, le Colonel du Groupement de gendarmerie, le président de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à la directrice départementale des finances publiques, au Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; au Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
Nancy, le 12 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/352 du 12 septembre 2011 portant modification des limites territoriales entre Pettonville et Reclonville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2111-2 à L. 2112-13 ;
VU le code rural – livre 1er (nouveau) – titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural et notamment son article L. 123-5 ;
VU la loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural et son décret d'application n° 92.1290 du 11/12/1992 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération par laquelle le conseil municipal de PETTONVILLE en date du 16/12/2008 a approuvé les modifications des limites territoriales de la commune consécutives aux opérations de remembrement de la commune de PETTONVILLE ;
VU la délibération par laquelle le conseil municipal de RECLONVILLE en date du 24/02/2009 a approuvé les modifications des limites territoriales de la commune consécutives aux opérations de remembrement de la commune de PETTONVILLE ;
VU l'avis favorable émis par le conseil général de Meurthe-et-Moselle, par délibération de la commission permanente en date du 05/09/2011 ;
VU le plan des lieux annexé aux délibérations des conseils municipaux de PETTONVILLE et RECLONVILLE ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les modifications de limites territoriales entre les communes de PETTONVILLE et RECLONVILLE (arrondissement de LUNEVILLE, canton de BACCARAT) sont approuvées conformément au plan signé annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

Article 3 : Les conseils municipaux de PETTONVILLE et RECLONVILLE sont maintenus en fonction.

Article 4 : La modification des limites territoriales des communes de PETTONVILLE et RECLONVILLE n'entraîne aucun transfert de population.

Article 5 : le sous préfet de l'arrondissement de Lunéville est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes de PETTONVILLE et RECLONVILLE et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 septembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/353 du 20 septembre 2011 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Bonviller et de Bienville-la Petite

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1er (nouveau) – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;
VU la Loi n° 93-24 du 08/01/1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;
VU le décret n° 95.88 du 27/01/1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29/03/1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03/01/1992 sur l'Eau ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 06/12/2005 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;
VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans ses séances du 05 et 06 octobre 2010, et du 02 décembre 2010 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

- Territoire de la commune de BIENVILLE LA PETITE

Sections ZC – ZD – ZE

- Territoire de la commune de BONVILLER

Sections ZE – ZH – ZI – ZK – ZL – ZM

- Territoire de la commune de CRION

Section YB

- Territoire de la commune de EINVILLE AU JARD

Section YB

- Territoire de la commune de JOLIVET

Section YA

- Territoire de la commune de LUNEVILLE

Section YA

- Territoire de la commune de RAVILLE SUR SANON

Section YB

- Territoire de la commune de SIONVILLER

Section YA

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de BONVILLER le 23 Septembre 2011 A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière et les communes de BONVILLER – BIENVILLE LA PETITE – CRION – EINVILLE AU JARD – JOLIVET – LUNEVILLE – RAVILLE SUR SANON – SIONVILLER sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des

prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

* Tous les travaux d'entretien des cours d'eau seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non (dessouchage des arbres et arbustes situés dans le lit mineur), élagage ou recepage de la végétation des rives. Tout obstacle gênant l'écoulement des eaux sera enlevé mais la ripisylve existante sur les rives sera maintenue.

* Des ouvrages de franchissement de cours d'eau seront créés. Le positionnement longitudinal de ces ouvrages (pente et calage du coursier) devra être adapté de façon à garantir la continuité écologique ; pour cela, le radier devra être situé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et être recouvert d'un substrat de même nature que celui-ci. De plus, un aménagement d'un lit d'étiage de façon à garantir une lame d'eau suffisante à l'étiage devra être réalisé.

* Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création d'ouvrages de franchissement de cours d'eau, et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;

- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :

- par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;

- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;

- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

* Le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus lors du démarrage de ces travaux.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déferé, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les maires de BONVILLER et de BIENVILLE LA PETITE, les maires de CRION, EINVILLE AU JARD, JOLIVET, LUNEVILLE, RAVILLE SUR SANON et SIONVILLER, le colonel du groupement de gendarmerie, le président de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée :

à la directrice départementale des finances publiques ; au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 20 Septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/351 du 20 septembre 2011 portant modification des limites territoriales entre Bonviller, Bienville-la-Petite, Crion, Einville-au-Jard et Sionviller

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2111-2 à L. 2112-13 ;

VU le code rural – livre 1er (nouveau) – titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural et notamment son article L. 123-5 ;

VU la loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural et son décret d'application n° 92.1290 du 11/12/1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération par laquelle le conseil municipal de BONVILLER en date du 05/12/2008 a approuvé les modifications des limites territoriales de la commune consécutives aux opérations de remembrement de la commune de BONVILLER/BIENVILLE LA PETITE ;

VU la délibération par laquelle le conseil municipal de BIENVILLE LA PETITE en date du 17/12/2008 a approuvé les modifications des limites territoriales de la commune consécutives aux opérations de remembrement de la commune de BONVILLER/BIENVILLE LA PETITE ;

VU la délibération par laquelle le conseil municipal de CRION en date du 04/12/2008 a approuvé les modifications des limites territoriales de la commune consécutives aux opérations de remembrement de la commune de BONVILLER/BIENVILLE LA PETITE ;

VU la délibération par laquelle le conseil municipal de EINVILLE AU JARD en date du 04/12/2008 a approuvé les modifications des limites territoriales de la commune consécutives aux opérations de remembrement de la commune de BONVILLER/BIENVILLE LA PETITE ;

VU la délibération par laquelle le conseil municipal de SIONVILLER en date du 08/12/2008 a approuvé les modifications des limites territoriales de la commune consécutives aux opérations de remembrement de la commune de BONVILLER/BIENVILLE LA PETITE ;

VU l'avis favorable émis par le conseil général de Meurthe-et-Moselle, par délibération de la commission permanente en date du 05/09/2011 ;

VU le plan des lieux annexé aux délibérations des conseils municipaux de BONVILLER, BIENVILLE LA PETITE, CRION, EINVILLE AU JARD et SIONVILLER ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les modifications de limites territoriales entre les communes de BONVILLER, BIENVILLE LA PETITE, CRION, EINVILLE AU JARD et SIONVILLER (arrondissement de LUNEVILLE, canton de LUNEVILLE-NORD) sont approuvées conformément au plan signé annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

Article 3 : Les conseils municipaux de BONVILLER, BIENVILLE LA PETITE, CRION, EINVILLE AU JARD et SIONVILLER sont maintenus en fonction.

Article 4 : La modification des limites territoriales des communes de BONVILLER, BIENVILLE LA PETITE, CRION, EINVILLE AU JARD et SIONVILLER n'entraîne aucun transfert de population.

Article 5 : le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes de BONVILLER, BIENVILLE LA PETITE, CRION, EINVILLE AU JARD et SIONVILLER et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 Septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté N° B54-2011-002 du 20 juillet 2011 portant autorisation de transport, naturalisation et exposition d'espèces animales non domestiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;
 VU l'arrêté ministériel en date du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
 VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
 VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{ème} de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;
 VU la demande du Muséum Aquarium de Nancy en date du 5 avril 2011 ;
 VU l'avis du service départemental de l'Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage en date du 9 mai 2011 ;
 VU l'avis de l'expert délégué du Conseil national de la protection de la nature en date du 26 juin 2011 ;
 SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Muséum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter, naturaliser et utiliser les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les conditions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Quantité
Emberiza citrinelle	Bruant jaune	2
Carduelis chloris	Verdier d'Europe	1
Carduelis spinus	Tarin des Aulnes	1
Coccothraustes coccothraustes	Gros bec casse noyaux	1
Fringilla coelebs	Pinson des arbres	1
Fringilla montifringilla	Pinson du Nord	1
Delichon urbica	Hirondelle des fenêtres	1
Prunella modularis	Accenteur mouchet	1
Regulus ignicapillus	Roitelet à triple bandeau	1
Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir	2
Phoenicurus phoenicurus	Rougequeue à front blanc	1
Strix aluco	Chouette hulotte	1
Sylvia atricapilla	Fauvette à tête noire	3
Alcedo atthis	Martin pêcheur	1
Falco tinnunculus	Faucon crécerelle	1

- Lieu de stockage des spécimens à naturaliser : Muséum Aquarium de Nancy
- Lieu de naturalisation des spécimens à naturaliser : Walter Yves, Entreprise artisanale, 1 rue Pierre de Blois, 41000 Blois.
- Lieu de conservation et d'exposition des spécimens naturalisés : Muséum Aquarium de Nancy
- Durée de validité de cette autorisation : permanente

Article 2 : conditions spécifiques

Sur le socle de chaque pièce naturalisée, doivent figurer :

- de façon apparente, les noms vernaculaires et scientifiques du spécimen et la forme de protection dont l'espèce bénéficie,
- placé sous le socle :
 - * le nom du bénéficiaire de l'autorisation et la date de celle-ci,
 - * le lieu et la date de la découverte de l'animal,
 - * le nom du taxidermiste ayant effectué la naturalisation ainsi que son numéro d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce,
- Un numéro d'inventaire doit être porté sur chaque spécimen, de façon apparente et définitive, afin de permettre une identification lors d'éventuels contrôles. Ce numéro doit être reporté sur un registre d'inventaire de la collection où doivent figurer, en face de chaque numéro, le nom scientifique et le nom commun ainsi que l'origine de spécimen. Toute pièce justificative de cette origine devra être jointe au registre.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et notifié à son bénéficiaire.

Nancy, le 20 juillet 2011

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Secrétaire Général absent,
 La Sous-Préfète chargée de mission,
 Juliette TRIGNAT

Arrêté N° B54-2011-003 du 16 septembre 2011 portant autorisation de transport, naturalisation et exposition d'espèces animales non domestiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;
 VU l'arrêté ministériel en date du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
 VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{ème} de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;
 VU la demande du Muséum Aquarium de Nancy en date du 17 mai 2011 ;
 VU l'avis du service départemental de l'Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage en date du 21 juillet 2011 ;
 VU l'avis de l'expert délégué du Conseil national de la protection de la nature en date du 16 août 2011 ;
 SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Museum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter, naturaliser et utiliser les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les conditions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Quantité
<i>Pelecanus onocrotalus</i>	Pélican blanc	1
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand cormoran	1
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	1

- Lieu de stockage des spécimens à naturaliser : Muséum Aquarium de Nancy
- Lieu de naturalisation des spécimens à naturaliser : Société JECO, « Monplaisir », 969 route de Vernou, 41210 NEUNG-sur-BEUVRON
- Lieu de conservation et d'exposition des spécimens naturalisés : Muséum Aquarium de Nancy
- Durée de validité de cette autorisation : permanente

Article 2 : conditions spécifiques

Sur le socle de chaque pièce naturalisée, doivent figurer :

- de façon apparente, les noms vernaculaires et scientifiques du spécimen et la forme de protection dont l'espèce bénéficie,
- placé sous le socle :
 - * le nom du bénéficiaire de l'autorisation et la date de celle-ci,
 - * le lieu et la date de la découverte de l'animal,
 - * le nom du taxidermiste ayant effectué la naturalisation ainsi que son numéro d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce,
- Un numéro d'inventaire doit être porté sur chaque spécimen, de façon apparente et définitive, afin de permettre une identification lors d'éventuels contrôles. Ce numéro doit être reporté sur un registre d'inventaire de la collection où doivent figurer, en face de chaque numéro, le nom scientifique et le nom commun ainsi que l'origine de spécimen. Toute pièce justificative de cette origine devra être jointe au registre.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et notifié à son bénéficiaire.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 François MALHANCHE

Arrêté N° B54-2011-004 du 16 septembre 2011 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.411-2 et R.411-6 à R.411-14 ;
 VU l'arrêté ministériel en date du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
 VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
 VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4^{ème} de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;
 VU la demande du Muséum Aquarium de Nancy en date du 01 août 2011 ;
 CONSIDÉRANT que l'objectif pédagogique des expositions sollicitées s'intègre dans le cadre de la sensibilisation du public, 2011 étant l'année de la forêt ;
 SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Museum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter et exposer les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les prescriptions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Précision (Nombre)	Date de l'exposition	Lieu de l'exposition
<i>Strix aluco</i>	Chouette hulotte	1	01/02/2012 au 15/03/2012	Médiathèque à 10 200 BAR-sur-AUBE
<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux	1	01/02/2012 au 15/03/2012	Médiathèque à 10 200 BAR-sur-AUBE
<i>Accipiter nisus</i>	Epervier d'Europe	1	01/02/2012 au 15/03/2012	Médiathèque à 10 200 BAR-sur-AUBE
<i>Troglodytes troglodytes</i>	Troglodyte mignon	1	01/02/2012 au 15/03/2012	Médiathèque à 10 200 BAR-sur-AUBE

Regulus ignicapilla	Roitelet à triple bandeau	1	01/02/2012 au 15/03/2012	Médiathèque à 10 200 BAR-sur-AUBE
---------------------	---------------------------	---	--------------------------------	--------------------------------------

Article 2 : prescriptions

Un numéro d'inventaire doit être porté sur le spécimen de façon apparente et définitive.

La présentation doit intégrer les informations minimales suivantes :

- Les noms d'espèce scientifiques et vernaculaires des spécimens exposés ;
- Leur statut juridique.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à son bénéficiaire, et dont un exemplaire sera affiché par son bénéficiaire à l'entrée des différentes expositions.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**SOLIDARITE - INSERTION****Arrêté n° DDCS/SI/2011-119 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 23 mai 2011 présenté par Monsieur DELIEGE Fabrice domicilié 44, avenue de la gare 54290 BAYON, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 20 juin 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Monsieur DELIEGE Fabrice satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Monsieur DELIEGE justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Monsieur DELIEGE Fabrice domicilié 44, avenue de la gare 54290 BAYON pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS/SI/2011-120 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 23 mai 2011 présenté par Monsieur BERNIER Henry domicilié 32, rue de Bretagne 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 8 juillet 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT que Monsieur BERNIER Henry satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L. 471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Monsieur BERNIER Henry justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Monsieur BERNIER Henry domicilié 32, rue de Bretagne 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.
L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS/SI/2011-121 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;
VU le dossier déclaré complet le 07 juin 2011 présenté par Madame CLAUS MICHON Nadine domiciliée appartement n°443, 30 boulevard du 26ème RI 54000 NANCY, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy, de Lunéville et de Briey.
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
VU l'avis favorable en date du 08 Juillet 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT que Madame CLAUS MICHON Nadine satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L. 471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Madame CLAUS MICHON Nadine justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame CLAUS MICHON Nadine domiciliée appartement n°443, 30 boulevard du 26ème RI 54000 NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et de Briey.
L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS/SI/2011-122 du 6 septembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 04 juillet 2011 présenté par Madame BLAISON Patricia épouse GRILL domiciliée 76 rue Charles de Gaulle 54121 VANDIERES, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 11 février 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame BLAISON Patricia épouse GRILL satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L. 471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame BLAISON Patricia épouse GRILL justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame BLAISON Patricia épouse GRILL domiciliée 76 rue Charles de Gaulle 54121 VANDIERES pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS/SI/2011-123 du 6 septembre 2011 complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474 – 1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-119 du 06/09/2011 portant agrément de Monsieur DELIEGE Fabrice pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-120 du 06/09/2011 portant agrément de Monsieur BERNIER Henry pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-121 du 06/09/2011 portant agrément de Madame CLAUS MICHON Nadine pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-122 du 06/09/2011 portant agrément de Madame BLAISON Patricia épouse GRILL pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

VU la déclaration du Centre Psychothérapique de Nancy pour la désignation de Monsieur GAUZELIN Luc et Monsieur ALLALI Rachid en date du 09/06/2011 et déclarée complète le 04/07/2011 ;

VU la déclaration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour la désignation de Madame BERNARDIN Evelyne épouse LAHAYE et Madame URIOT Brigitte épouse DE SOUSA en date du 23/06/2011 et déclarée complète le 04/07/2011 ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale,

ARRETE

Article 1er : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010, est complétée comme suit :

1° Tribunal d'instance de Nancy

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- M. BERNIER Henry domicilié 32, rue de Bretagne 54110 DOMBASLE-SUR- MEURTHE,

- Mme BLAISON Patricia épouse GRILL domiciliée 76. rue Charles de Gaulle 54121 VANDIERES, adresse professionnelle bât B, 35E, Impasse de la Brasserie 54700 PONT A MOUSSON

- Mme CLAUS MICHON Nadine domiciliée appartement 443, 30 boulevard du 26ème RI 54000 NANCY,

- M. DELIEGE Fabrice domicilié 44, avenue de la gare 54290 BAYON,

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement :

- M. GAUZELIN Luc préposé d'établissement au Centre Psychothérapique de NANCY, BP 11010 – 54521 LAXOU,

- M. ALLALI Rachid préposé d'établissement au Centre Psychothérapique de NANCY, BP 11010 – 54521 LAXOU,

- Mme BERNARDIN Evelyne épouse LAHAYE préposée d'établissement au Centre Hospitalier Universitaire – Hôpital Central, Hôpital Saint-Julien, Centre Long Séjour Stanislas, 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – CO n° 34, 54035 NANCY Cedex,
- Mme URIOT Brigitte épouse DE SOUSA préposée du Centre Hospitalier Universitaire – Hôpital Central, Hôpital Saint-Julien, Centre Long Séjour Stanislas, 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – CO n° 34, 54035 NANCY Cedex,
2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- M. BERNIER Henry domicilié 32, rue de Bretagne 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE,
- Mme CLAUS MICHON Nadine domiciliée appartement 443, 30 boulevard du 26ème RI 54000 NANCY,
- M. DELIEGE Fabrice domicilié 44, avenue de la gare 54290 BAYON,

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

- M. GAUZELIN Luc préposé d'établissement au Centre Psychothérapique de NANCY, BP 11010 – 54521 LAXOU,
- M. ALLALI Rachid préposé d'établissement au Centre Psychothérapique de NANCY, BP 11010 – 54521 LAXOU,
3° Tribunal d'instance de BRIEY

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme CLAUS MICHON Nadine domiciliée appartement 443, 30 boulevard du 26ème RI 54000 NANCY,

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

- M. GAUZELIN Luc préposé d'établissement au Centre Psychothérapique de NANCY, BP 11010 – 54521 LAXOU,
- M. ALLALI Rachid préposé d'établissement au Centre Psychothérapique de NANCY, BP 11010 – 54521 LAXOU

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois à compter de la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif, 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à M. BERNIER Henry
- à Mme BLAISON Patricia épouse GRILL
- à Mme CLAUS MICHON Nadine
- à M. DELIEGE Fabrice
- au Centre Psychothérapique de NANCY
- à M. ALLALI Rachid
- à M. GAUZELIN Luc
- au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
- à Mme BERNARDIN Evelyne épouse LAHAYE
- à Mme URIOT Brigitte épouse DE SOUSA
- au Procureur de la République près le tribunal de grande instance de NANCY
- aux juges des tutelles – tribunal d'instance de NANCY; tribunal d'instance de LUNEVILLE et Tribunal d'instance de BRIEY

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 septembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Arrêté du 7 septembre 2011 portant subdélégation de signature

VU

- la loi n°82-213 du 2mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38-4°,
- l'arrêté ministériel n°849 en date du 4 Août 2008 nommant Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008,
- l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.14 en date du 22 Août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

En application de l'article 4 de l'arrêté n°11.OSD.14 du 22 août 2011 Monsieur Lionel RAZUREL définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste des personnes habilitées à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

Aussi, par la présente, Monsieur Lionel RAZUREL accorde délégation de signature :

* dans les conditions des articles 1, 2 et 4 de l'arrêté, à Monsieur Gérard KOINTZ, directeur départemental adjoint, commissaire central adjoint à Nancy.

* dans les conditions des article 1 et 4 de l'arrêté et plafonné au seuil de 10 000 €, à Madame Anne-Marie LEBLAY, chef du service de gestion opérationnel à Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera adressé à :

- Monsieur le Trésorier Payeur Général,
- Monsieur Gérard KOINTZ,
- Madame Anne-Marie LEBLAY.

Nancy, le 7 septembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
Lionel RAZUREL

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

AFFAIRES JURIDIQUES

Arrêté du 19 septembre 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique

La Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1er février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.97 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique, par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du 17 juin 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique ;

ARRETE

Article 1er : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.97 du 22 août 2011 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la chef du Service de la Navigation du Nord-Est ;

- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement de A. MAGNIER à M. Daniel BALY, adjoint ;

- M. Xavier MANGIN, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de X. MANGIN à Mlle Christelle BARASSI, secrétaire générale adjointe.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 17 juin 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État

Nancy, le 19 septembre 2011

La Chef du Service Navigation du Nord-Est
Corinne de LA PERSONNE

AUTRES SERVICES
RESEAU FERRE DE FRANCE**Décision du 18 juillet 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à LONGUYON - Réf. RFF : 20110217 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg**

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

D E C I D E

Article 1er : Les terrains sis à LONGUYON (Meurthe-et-Moselle) tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
LONGUYON	PLOND LES CHAMPS	AP	182	539
LONGUYON	PLOND LES CHAMPS	AP	378	223
			TOTAL	762

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de LONGUYON et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 18 juillet 2011

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Décision du 5 septembre 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à LONGUYON - Réf. RFF : 20110264 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 11 juillet 2011 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 28 février 2008 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WAHL en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

D E C I D E

Article 1er : Les terrains nus sis à LONGUYON (Meurthe-et-Moselle) tel qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
LONGUYON	« Les Champs »	AO	205	206
LONGUYON	« Les Champs »	AO	206	962
LONGUYON	« Les Champs »	AO	173	749
			TOTAL	1917

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de LONGUYON et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 5 septembre 2011

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Décision du 5 septembre 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à VALLEROY - Réf. RFF : 20110265 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 11 juillet 2011 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

D E C I D E

Article 1er : Le terrain nu sis à VALLEROY (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
VALLEROY	La Gare	AC	397p	30348
			TOTAL	30348

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VALLEROY et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 5 septembre 2011

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

Décision du 22 septembre 2011 de déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à BACCARAT - Réf. RFF : 20110295 - Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 11 juillet 2011 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 28 février 2008 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WAHL en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1er : Les terrains nus sis à BACCARAT (Meurthe-et-Moselle) tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Code INSEE Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
BACCARAT	DEVANT SAINTE CATHERINE	AX	37p	6598
BACCARAT	Place de la Gare	AM	451p	4572
BACCARAT	DEVANT SAINTE CATHERINE	AX	0033	387
BACCARAT	DEVANT SAINTE CATHERINE	AX	0035	107
			TOTAL	11664

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de BACCARAT et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 22 septembre 2011

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES UNITE AFFAIRES JURIDIQUES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45245 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'ESSEY-LES-NANCY

Par arrêté préfectoral n° 45245 en date du 27 septembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 40 logs = 4 communs + 1 SG MMH rue de la Hayotte, sur la commune d'ESSEY-LES-NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55124 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SEXEY-LES-BOIS

Par arrêté préfectoral n° 55124 en date du 27 septembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA PVR mairie rue de Liverdun, sur la commune de SEXEY-LES-BOIS.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55250 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de COLOMBEY-LES-BELLES

Par arrêté préfectoral n° 55409 en date du 27 septembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune 250 kva Intermarché RD 974 lieu-dit "rue du Curtin", sur la commune de COLOMBEY-LES-BELLES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55409 du 27 septembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ART-SUR-MEURTHE

Par arrêté préfectoral n° 55409 en date du 27 septembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de de la ligne HTA très basse rue Napoléon 1er Bosserville-Art sur Meurthe, sur la commune de ART-SUR-MEURTHE.

NANCY UNIVERSITE

UNIVERSITE NANCY HENRI POINCARÉ – NANCY I

Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2011, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type.(cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2011
Sciences du vivant (BAP A)	Préparateur en anatomie	Université Henri Poincaré Nancy-1	1
Patrimoine, logistique, prévention et restauration (BAP G)	Opérateur logistique	Université Henri Poincaré Nancy-1	3
Patrimoine, logistique, prévention et restauration (BAP G)	Plombier génie climatique	Université Henri Poincaré Nancy-1	1
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université Henri Poincaré Nancy-1	3

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Établissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Henri Poincaré, Nancy-1 Direction des Ressources Humaines Bureau de Gestion des Concours BIATOSS	24/30, rue Lionnois BP 60120 54003 NANCY CEDEX	03.83.68.20.55 03.83.68.52.99	03.83.68.21.00

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

Références : JORF n° 0049 du 27 février 2011

Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat PACTE

En application du décret n° 2005-902 du 02 Août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, un recrutement d'adjoint technique de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche par la voie du **PACTE** (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) aura lieu, au titre de l'année 2011, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type par chacun des établissements affectataires.

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2011
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université Henri Poincaré Nancy-1	1
Patrimoine, Logistique, Prévention et Restauration (BAP G)	Opérateur Logistique	Université Henri Poincaré Nancy-1	2

Le PACTE est un nouveau mode d'accès qui permet d'intégrer la fonction publique et d'y être titularisé après un engagement de professionnalisation d'une durée d'un à deux ans alternant formation et stage. La titularisation est prononcée après avis de la commission de titularisation.

A) Conditions à remplir :

Le PACTE est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans qualification ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (CAP ou BEP).

Le candidat doit être de nationalité française ou de celle d'un des Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Dans le cas où le candidat est en cours de naturalisation ou d'acquisition de l'une des nationalités requises, la titularisation ne pourra intervenir qu'une fois la condition de nationalité satisfaite.

B) Modalités et date d'inscription :

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date de retour des dossiers d'inscription.

Les candidats doivent envoyer leur candidature, lettre de motivation et curriculum vitae, accompagnée d'un descriptif de leur parcours antérieur de formation, et le cas échéant, de leur expérience, Au Pôle Emploi de leur lieu de domicile qui transmettra les candidatures recevables à la commission de sélection prévue ci-après.

C) Modalités de recrutement :

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures transmises par le Pôle Emploi. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par la Direction de l'établissement dont un au moins désigné parmi les personnels des organismes publics concourant au service public de l'emploi.

Procédure de sélection :

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature, la commission procède à la sélection des candidats. Seuls les candidats sélectionnés par la commission seront convoqués à l'épreuve orale d'entretien.

Procédure de recrutement :

A l'issue de l'épreuve orale, la commission arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Henri Poincaré, Nancy-1 Direction des Ressources Humaines Bureau de Gestion des Concours BIATOSS	24/30, rue Lionnois BP 60120 54003 NANCY CEDEX	03.83.68.20.55 03.83.68.52.99	03.83.68.21.00

Références : JORF n° 0049 du 27 février 2011

UNIVERSITE NANCY II

Avis de recrutement d'un adjoint administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur par la voie d'un contrat PACTE

En application du décret n° 2005-902 du 02 Août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, des recrutements d'adjoints administratifs de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche par la voie du PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) auront lieu, au titre de l'année 2011, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Emploi-type	Établissement / Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2011
Adjoint administratif	Université Nancy2	1

Les inscriptions sont ouvertes du **30 septembre 2011 au 30 octobre 2011**.

Le PACTE permet d'intégrer la fonction publique et d'y être titularisé après un engagement de professionnalisation d'une durée d'un à deux ans alternant formation et stage. La titularisation est prononcée après avis de la commission de titularisation et après avis de la Commission Administrative Paritaire Académique.

A) Conditions à remplir :

Le PACTE est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans qualification ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat. Le candidat doit être de nationalité française ou de celle d'un des Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Pour le candidat en cours de naturalisation ou d'acquisition de l'une des nationalités requises, la titularisation ne pourra intervenir qu'une fois la condition de nationalité satisfaite.

B) Modalités et date d'inscription :

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers de candidature.

Les candidats doivent envoyer leur candidature, accompagnée d'un descriptif de leur parcours antérieur de formation, et le cas échéant, de leur expérience à l'agence locale pour l'emploi de leur lieu de domicile qui transmettra les candidatures recevables à la commission de sélection prévue ci-après.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 octobre 2011, le cachet de la poste faisant foi.

Contact à l'Université Nancy 2 :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Nancy2 Direction des Ressources Humaines Pôle Concours Recrutement PACTE	91 Avenue de la Libération BP 454 54001 NANCY	03 54 50 40 98 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82

C) Modalités de recrutement :

L'Université Nancy2 arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures transmises par le Pôle Emploi. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

- Procédure de sélection :

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature, la commission procède à la sélection des candidats. Elle établit, par ordre d'aptitude, une liste des candidats retenus. Seuls les candidats sélectionnés par la commission seront convoqués à l'épreuve orale d'entretien.

- Procédure de recrutement :

A l'issue de l'épreuve orale, la commission arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser au service de l'Université Nancy2 mentionné ci-dessus.

Avis de recrutement externe d'un travailleur handicapé adjoint administratif de 2ème classe de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

En application du décret n°95-979 du 25 août 1995 relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'état, des recrutements de travailleurs handicapés auront lieu, au titre de l'année 2011, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Établissement / Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2011
Université Nancy II	1

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle, à savoir le 30 septembre 2011. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, la date du 30 octobre 2011 constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature, d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés et d'un justificatif de la reconnaissance du handicap.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université NANCY II	Direction des Ressources Humaines - Pôle Concours RTH – AENES - Bureau 102 91 Avenue de la Libération BP 454 54 001 NANCY Cedex	03 54 50 40 98 03 54 50 40 67 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

A l'issue de la procédure de sélection, la commission établit la liste des candidats admis ou placés sur une liste complémentaire. Les candidats recrutés au 1^{er} décembre 2011 bénéficient d'un contrat de droit public d'un an, à l'issue duquel une commission les auditionne et se prononce sur leur aptitude professionnelle. S'ils sont déclarés aptes, ils sont titularisés après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné. Dans le cas contraire, ou bien leur contrat peut être renouvelé pour une durée maximum d'un an avant un nouvel examen par la commission, ou bien le contrat n'est pas renouvelé.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

AUTRES SERVICES

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

Avis de concours interne sur titres du 12 septembre 2011 en vue du recrutement de 6 infirmiers cadres de santé

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titres en vue de pourvoir 6 postes d'Infirmier Cadre de Santé.

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988 et n° 2010-1139 du 29 septembre 2010, comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1^{er} janvier 2011.

Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs à :

Monsieur le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines par intérim
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

Laxou, le 12 septembre 2011

Pour le Directeur,
Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL**Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 15 septembre 2011 pour le recrutement de préparateur en pharmacie hospitalière**

Le Directeur du Centre Hospitalier Saint-Charles de Toul,

VU la Loi n° 83.634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU le décret n°89-613 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-technique de la fonction publique hospitalière,
VU l'arrêté du 14 juin 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps de préparateurs en pharmacie hospitalière,
VU la vacance de poste diffusée le 7 juin 2010 non pourvu par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres **interne** est ouvert à partir du 3 octobre 2011 pour pourvoir un poste vacant de Préparateur en Pharmacie Hospitalière au Centre Hospitalier de TOUL.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière ou d'une autorisation d'exercer la profession de préparateur en pharmacie hospitalière accordée aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du centre Hospitalier de Toul, accompagnées des pièces suivantes:

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 5 de l'arrêté du 14 juin 2002 susvisé.
Toul, le 15 septembre 2011

Le Directeur,
J.P. COLOTTE

Décision d'ouverture d'un concours sur titres du 15 septembre 2011 pour le recrutement de cadres de santé

Le Directeur du Centre Hospitalier Saint-Charles de Toul,

VU la Loi n° 83.634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU le décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statuts particuliers du corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,
VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,
VU la vacance de poste diffusée le 7 juin 2010 non pourvu par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres **interne** est ouvert à partir du 3 octobre 2011 pour pourvoir un poste vacant de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de TOUL.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,
- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,
- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière comptant au 1^{er} janvier 2005, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du centre Hospitalier de Toul, accompagnées des pièces suivantes:

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.
Toul, le 15 septembre 2011

Le Directeur,
J.P. COLOTTE

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de concours sur titres du 26 septembre 2011 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction de peintre en bâtiment**

Références :

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU la loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
VU le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
VU l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvriers et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
VU la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
VU la vacance d'un poste à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob » en date du 11 Août 2011,

UN poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié dans la fonction de peintre en bâtiment au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours sur titres

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- d'un diplôme de Niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,
- d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,
- d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
- d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique Hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier

3, rue du Jeu de Paume

54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité,

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi : délai d'un mois à compter de la publication de cet avis
au Recueil des Actes Administratifs**

Saint Nicolas de Port, le 26 Septembre 2011

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON